CRISE MONÉTAIRE

MOYEN - ORIENT

VIET - NAM

COMPRENDRE MAI

Révolution Internationale

Nº 9

SOMMAIRE

Après toutes les théories des "guérisons miraculeuses" du capitalisme, une crise vient assombrir de nouveau l'horizon des bourgeois et des bureaucrates.Est-ce une grande crise, style 1929, mais annonçant des perspectives révolutionnaires ?

Deux moments de la guerre que se livrent lés puissances impérialistes et que les bureaucrates de toutes sortes tentent de présenter comme des luttes révolutionnaires.

Une critique du livre de René Viénet, "Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations", à travers laquelle se dégage une analyse des causes de MAI.

AVANT-PROPOS

Mai 1968 a fait éclater dès son début les conceptions révolutionnaires trop étroites ou figées: la médiocrité ne paie que par temps calme, et un souffle de vie suffit à déblayer l'histoire des cercueils idéologiques des révolutions passées. Ce même souffle apporta avec lui les acquis de ces mêmes révolutions. C'est pourquoi le mot d'ordre "le pouvoir aux conseils ouvriers" est celui qui a frappé le plus les imaginations. La notion même de conseils ouvriers fut longtemps dénaturée, vidée de son contenu. Elle revient aujourd'hui dans toute sa puissance à la fois destructive et constructive, et avec elle tout ce que représente réellement le marxisme.
Le premier numéro de Révolution Internationale ne pouvait que donner un aperçu de ce qu'est le pouvoir des Conseils Ouvriers; nous essaierons dans les suivants d'éclairer davantage notre "conception" à ce

sujet tant par les critiques et analyses que nous publierons que par les positions, à notre avis cohérentes, qui s'en dégagent et la renforcent. Ces positions ont été résumées et rassemblées sous la forme d'une Déclaration de Principes que nous publions dans ce numéro.Ainsi,R.I. paraîtra tantôt sous la forme d'articles et de critiques, tantôt sous la forme de brochures, cette dernière forme nous permettant de mieux approfondir les sujets que nous avons choisi de traiter.

Le jour et l'heure viendront où les révolutionnaires ne pourront plus s'ignorer entre eux, où chacun devra tenir compte des opinions des autres. Alors, le moment d'agir sera venu, portant avec lui la nécessité dOrganisation. Notre but est d'y contribuer par une action cohérente.

Dans une lettre à Ruge, Marx disait: "Nous ne nous présentons pas devant le monde en doctrinaires, armés d'un nouveau principe: voici la vérité, mets-toi à genoux ! Nous proposons au monde de nouveaux principes qui dérivent des principes du monde. Nous ne lui disons pas: abandonne tes luttes, car ce sont des sottises; c'est nous qui te ferons entendre le vrai cri de combat. Nous ne faisons que lui montrer la vraie raison de sa lutte; la conscience est quelquechose qu'il doit faire sienne, qu'il le veuille ou non !"

Notre ambition n'est pas moindre que la sienne.

*
**
***

DECLARATION DE PRINCIPES

Le capitalisme en se développant a créé les conditions de sa disparition. Le prolétariat, produit spécifique du capitalisme, est, de par sa situation socio-économique dans le système, la seule classe appelée à réaliser définitivement son dépassement.
Au long de sa lutte en ce sens, la classe ouvrière n'a pu que définir les buts et les moyens de son action révolutionnaire.
Toute action organisée doit donc, pour être révolutionnaire, se placer à l'intérieur du cadre défini par les résultats des expériences successives de la lutte prolétarienne.
Ces résultats se traduisent essentiellement par les principes suivants.

I

Le prolétariat, comme classe révolutionnaire, tend à définir POUR LES BESOINS de sa lutte et A TRAVERS elle, une conception du monde dont il fait partie et qu'il doit transformer.

Cette conception se distingue fondamentalement de celle des autres classes sociales par le fait que, première classe révolutionnaire dans l'histoire dont le but ne soit pas l'exploitation d'autres classes mais au contraire l'élimination définitive de toute exploitation, le prolétariat n'a nul besoin de justifier idéologiquement, à l'égard du reste de la société, sa lutte et son action. Cette conception du monde (Weltanschauung) est donc "NON IDEOLOGIQUE" puisqu'elle ne fait appel à aucune interprétation surnaturelle, à aucun système de mystification (religion, idéalisme, etc...) et "MATERIALISTE" puisque son unique champ d'investigation est la réalité sociale étudiée sans "a priori" d'aucune sorte.

Les "socialistes scientifiques" du siècle dernier (Marx, Engels), dans leur critique de l'économie, de la politique et de l'idéologie, n'ont fait

qu'expliquer et analyser de façon théorique cohérente une pratique qui était déjà celle des classes sociales et en particulier du prolétariat à cette époque. Leur pensée politique n'est que le produit d'un certain stade historique des contradictions de la société capitaliste, du développement de la lutte des classes. (l). L'instrument d'étude et de combat dont ils jettent les premières bases de façon explicite est appelé habituellement "marxisme".

Chaque fois que le prolétariat a agi comme classe révolutionnaire, il a retrouvé ET enrichi les fondements qui constituent le marxisme. Le marxisme s'est ainsi vérifié comme la formulation la plus exacte et la plus précise de la conception prolétarienne du monde.

II

La nécessité d'accroître la production d'une part, et le caractère limité du marché mondial d'autre part, placent le capitalisme dans l'impossibilité d'assurer, à partir d'un certain degré d'expansion, le développement des forces productives.

Avec la I° Guerre Mondiale, le capitalisme affirme son incapacité DEFINITIVE à satisfaire les besoins économiques de la société; obligé de vivre par la production d'armements et dans la guerre permanente, il est devenu le système de la destruction globale alors qu'il rejette systématiquement dans la misère une partie sans cesse croissante de la population mondiale.

En empêchant le développement des forces productives, il a perdu ses raisons historiques d'existence. Il est entré dans sa phase de décadence. L'alternative "socialisme ou barbarie" est devenue réalité et, en l'absence de révolution prolétarienne triomphante, le monde ne vit que dans la guerre permanente, la misère croissante et l'abrutissement systématique de l'individu.

(l) Mais, du coup, "la dialectique des idées ne devint que le SIMPLE REFLET CONSCIENT DU MOUVEMENT DIALECTIQUE DU MONDE REEL, et, ce faisant, la dialectique de Hegel fut totalement renversée, ou, plus exactement: elle se tenait sur la tête, on la remit de nouveau sur ses pieds. Et cette dialectique matérialiste, qui était depuis des années notre meilleur instrument de travail et notre arme la plus acérée, fut, chose remarquable, découverte à nouveau non seulement par nous, mais en outre, indépendamment de nous et même de Hegel, par un ouvrier allemand, Joseph Dietzen" (Friedrich EnGels. "Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande").

III

Seule la suppression du capitalisme -en remplaçant la production faite en fonction du profit et de la vente par la production orientée selon les besoins et les possibilités de chacun, gérée par les travailleurs eux-mêmes- pourra permettre à l'humanité de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve.

IV

En aucun cas, la classe ouvrière ne pourrait sé servir de l'Etat capitaliste, organe d'oppression d'une classe exploiteuse sur l'ensemble de la société. La prise du pouvoir par la classe ouvrière implique LA DESTRUCTION INTEGRALE DE CET APPAREIL et son remplacement par l'organisation de tous les travailleurs réunis en CONSEILS (assemblées élues et révocables) détenant EXCLUSIVEMENT ET INTEGRALEMENT TOUT LE POUVOIR.

V

La prise en mains de toute la société par les travailleurs organisés en Conseils n'est possible que par la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire L'ELIMINATION DE TOUTE PROPRIETE DES MOYENS DE PRODUCTION (privée ou étatique). (l). Les nationalisations et étatisations ne sont qu'un transfert de propriété des moyens de production: l'Etat et sa bureaucratie remplacent la bourgeoisie dans ses fonctions. Ce n’est pas l'élimination de l'exploitation capitaliste mais la forme qu'elle tend à prendre dans la phase de décadence du système.

(l) La terre est un moyen de production. Comme telle, elle doit être aussi socialisée. Les grandes propriétés doivent être immédiatement collectivisées et gérées par les Conseils Ouvriers agricoles; en aucun cas, elles ne sauraient être partagées en petites propriétés. Les terres des petits paysans propriétaires ne pourront cependant être collectivisées par la force. Seule la persuasion par l'exemple peut être envisagée pour amener ceo derniers à collectiviser leurs terres.

VI

Aucune organisation politique révolutionnaire ne peut remplacer, dans l'exercice de ce pouvoir l'ensemble des Conseils. Une telle attitude entraînerait obligatoirement la formation d'un nouveau pouvoir séparé qui s'exercerait contre la classe ouvrière elle-même.

VII

C'est à travers ses luttes que la classe ouvrière définit et appréhende les buts et les moyens de son action. Le processus de sa prise de conscience n'est ni uniforme, ni immédiat. Pour devenir des facteurs déterminants de ce processus, les éléments les plus conscients doivent s'organiser politiquement, constituer l'organisation politique du prolétariat.

Cette organisation, le Parti révolutionnaire, a des buts radicalement différents de ceux de tout parti bourgeois -la tâche des partis bourgeois est d'exercer le pouvoir sur l'ensemble de la société en conquérant les leviers de l'appareil d'oppression capitaliste et d'entretenir la mystification des classes exploitées, nécessaire au maintien de ce pouvoir- l'organisation politique du prolétariat a pour but, au contraire, d'aider la totalité de la classe ouvrière à prendre et à exercer le pouvoir ELLE-MEME, en accélérant le processus de généralisation de la conscience révolutionnaire, indispensable à cette prise du pouvoir.

A l'opposition des buts et des tâches entre parti bourgeois et parti révolutionnaire, correspond une opposition radicale de moyens d'action, structures et relations avec la masse des travailleurs entre ces mêmes partis.

En ce sens, la conception léniniste du parti, profondément marquée par l'idée jacobiniste bourgeoise, est à rejeter.

Le parti révolutionnaire n'est ni le "représentant", ni "l'état-major", ni "la conscience" de la classe ouvrière. Comme organisation, il n'a ni à diriger la classe, ni à exercer le pouvoir à sa place.

Son rôle est de contribuer à l'auto-organisation de la classe par le développement et la diffusion de la théorie révolutionnaire et la participation quotidienne aux luttes de la classe.

VIII

Nié par les besoins objectifs de la société, le capitalisme ne peut se survivre que par le renforcement de son appareil policier et militaire: L'ETAT. Le capitalisme d'Etat, absorption de toute la vie sociale pat l'appareil étatique -"le capitaliste idéal" (Engels)- est la réalisation ultime de cette tendance.

IX

Tous les Etats dits "socialistes", "communistes" ou "en voie vers le socialisme" (URSS, Chine, Cuba, etc...) sont des Etats de NATURE CAPITALISTE, se différenciant des Etats de capitalisme privé par le seul fait que c'est l'Etat et sa bureaucratie qui exercent toutes les fonctions d'exploitation (CAPITALISME D'ETAT).

Ils ont constitué la plus grande mystification de l'histoire du mouvement ouvrier et, avec les "partis communistes" du monde, ils ont été dans les derniers quarante ans la plus pure incarnation de la contre-révolution mondiale.

X

De même que la naissance du capitalisme va de pair avec la formation des nations, l'élimination des nations va de pair avec l'établissement du socialisme. La prise en mains de 1$ société par le prolétariat international correspond, entre autres, au besoin objectif, créé par le développement des forces productives, du dépassement des cadres nationaux. La révolution ne peut donc remplir ses objectifs qu'à l'échelle internationale.

La théorie du "socialisme en un seul pays" -totalement étrangère au prolétariat- n'a été et ne reste que la couverture démagogique de la contre-révolution du capitalisme d'Etat.

XI

Dans le cadre historique actuel, la formation de nouvelles nations est totalement réactionnaire. Le monde est partagé en zones d'influence qui correspondent à la domination impérialiste des grandes puissances de l'Est ou de l'Ouest. Les luttes de "libération nationale" sont devenues une des formes de lutte entre ces blocs; un Etat ne peut se libérer d'un bloc sans l'aide de l'autre, sous l'emprise duquel il tombe obligatoirement. Ces guerres nationales, devenues simplement inter-impérialistes, sont aussi anti-prolétariennes que les grandes guerres mondiales. Les travailleurs de ces pays n'y interviennent que comme "chair à canon" des grandes puissances et des partis bourgeois-bureaucratiques nationaux.

Dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, comme dans tous les pays, c'est LA REVOLUTION PROLETARIENNE qui est à l'ordre du jour: toutes les luttes de caractère national qui placent le prolétariat local aux côtés de sa bourgeoisie et d'un des blocs impérialistes, n'en sont que des DETOURNEMENTS.

C'est pourquoi la seule attitude valable pour les travailleurs amenés à participer à ces guerres, est le DEFAITISME REVOLUTIONNAIRE: retourner leurs armes contre leurs propres exploiteurs.

XII

Dans le capitalisme décadent, toute organisation PERMANENTE DE MASSE du prolétariat est obligatoirement incorporée aux structures étatiques, sous peine d'élimination physique. Dans sa phase de décadence, le capitalisme devient incapable d'octroyer une augmentation durable, donc réelle, de salaires (toute augmentation de salaires est devenue aujourd'hui synonyme de hausse des prix).

C'est pourquoi, organisations PERMANENTES de revendications fondamentalement SALARIALES, les syndicats sont devenus aujourd'hui partie intégrante et indispensable des rouages de l'Etat capitaliste.

Les luttes ouvrières ne sauraient se développer qu'à l'extérieur de ces organismes et contre eux.

Pour les mêmes raisons, toute participation aux élections et au Parlement, loin de mobiliser les masses ouvrières, ne fait que détourner le prolétariat de son activité révolutionnaire et doit être rejetée comme contre-révolutionnaire.

XIII

Les tactiques d'alliance avec les fractions de la bourgeoisie ("front populaire*, "front unique", etc...) sous le prétexte du "moindre mal", de "l'anti-fascisme", etc... se sont avérées être le me.illeur moyen pour vider les luttes prolétariennes de leur contenu révolutionnaire.

Aujourd'hui plus que jamais, l'autonomie du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie et aux bureaucraties est une condition fondamentale du triomphe de la lutte.

*
**
***

Le processus de regroupement du courant révolutionnaire -aujourd'hui engagé- sera produit et facteur actif de la lutte de la classe ouvrière.

*
**
* * *

LA CRISE MONETAIRE

Les périodes de prospérité capitaliste et de calme social ont toujours fait' naître dans le mouvement ouvrier une série de théories sur les possibilités de développement indéfini du capitalisme: d'après ces théories, Marx se serait totalement trompé sur le capitalisme qui devait, selon lui, inévitablement entrer en crise, créant les conditions de l'avènement de la révolution prolétarienne.

A partir de cette position, il est sorti en général trois attitudes selon les époques et les courants.

1/ Le réformisme: étant donné que le capitalisme se développait et assurait une amélioration du niveau de vie de la classe ouvrière, on en déduisait que le socialisme ne serait pas le produit d'une révolution violente du prolétariat, mais de l'évolution du capitalisme: on préconisait par conséquent le travail de collaboration des classes avec la bourgeoisie, la voie parlementaire vers le socialisme. Ce fut le cas d'abord de Bernstein à la fin du XIX° Siècle puis de la majorité de la 11° Internationale au début du XX°.

2/ Le pessimisme: devant la fermeture de perspectives de crises économiques et 1'"embourgeoisement" de la classe ouvrière, on en arrivait, déçu, à dire que finalement le socialisme n'était qu'un rêve irréalisable, un juste souhait des hommes mais faisant partie du domaine de l'irréel.

3/ Le volontarisme: il ne faut pas attendre une crise économique du système pour qu'ait lieu la révolution. Le capitalisme a appris à éviter ses crises, mais il ne peut pas supprimer l'aliénation qu'il engendre. La révolution sera le produit de la révolte des hommes contre cette vie et cette aliénation, indépendamment de toute crise économique. D'ailleurs, de même que Marx se trompait en parlant d'inévitabilité des crises, il se trompait aussi quand il croyait que le prolétariat serait la classe révolutionnaire par, excellence: le capitalisme se développant indéfiniment, le prolétariat devient de plus en plus intégré au système et c'est aux couches sociales marginales que reviendra le rôle révolutionnaire. C'est pourquoi, pour que la révolution se fasse, ce qu'il faut, c'est une bonne organisation bien structurée capable de provoquer l'éclat et de diriger le mouvement (cf. certains anarchistes CNT-FAl) ou bien des "actes exemplaires" (cf. anarchistes, Internationale Situationniste).

Formulées dans des "périodes de prospérité", toutes ces théories ont été démenties à la base par des crises économiques quelques années plus tard: 1914, 1929, 1937, etc...

La crise que subit le capitalisme actuellement vient-elle aussi les démentir, et réaffirmer les perspectives du marxisme scientifique ?

L'IMPORTANCE DU PROBLEME

Il ne s'agit nullement ici de traiter un problème "théorique" en soi, et de spéculer sur la justesse ou la fausseté de quelques raisonnements. Le problème de l'inévitabilité de la crise du capitalisme est en fait le problème de la révolution elle-même.

1 - LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE

La théorie de Marx, le socialisme scientifique, se distingue du socialisme utopique qui le précéda dans l'histoire, par le fait qu'il fonde la possibilité du socialisme sur la nécessité objective de la disparition du capitalisme. Les socialistes utopiques, Owen, Fourier, Saint-Simon, etc... voyaient le socialisme comme le résultat d'un souci général de JUSTICE.

Ils ne comprenaient pas -et ils ne pouvaient pas le comprendre à leur époque- comment cette nouvelle société socialiste se construirait, ni pourquoi, ni par qui. "Ils voudraient améliorer l'existence de tous les membres de la société même des plus privilégiés. C'est pourquoi ils lancent sans cesse leur appel à l'ensemble de la société sans distinction, et même de préférence à la classe dominante" (Manifeste Communiste. 1843).

L'apport fondamental de Marx a été de donner à ce SOUHAIT de nouvelle société un fondement scientifique, en démontrant la NECESSITE de la disparition du capitalisme et de son dépassement par un système qui ne peut être que le socialisme.

Il définit les grands traits caractéristiques de cette nouvelle société, non d'après quelque désir de bonne volonté, mais à partir des conditions précises qui lui donneront naissance: le socialisme sera le fait de la classe ouvrière, du prolétariat, '.'produit spécifique du capitalisme", classe antagoniste des capitalistes, qui se développe dans la société capitaliste parallèlement aux forces productives, qu'il collectivisera.

Ce passage au socialisme devient une possibilité et une NECESSITE ù partir du moment où le capitalisme, paralysé par ses contradictions internes, devient incapable d'assurer le développement nécessaire des forces productives, plongeant alors l'humanité dans la "barbarie" de la misère et de la guerre. Ce qui n'était qu'un "rêve" prend un caractère de NECESSITE. Le socialisme, comme réalisation, devient quelquechose de fondé qu'il est possible de cerner, d'expliquer et donc de "préparer". La théorie scientifique de Marx donne ainsi au prolétariat un instrument indispensable d'investigation et de recherche pour appréhender la réalité qu'il a pour but de transformer. Et la "PIERRE ANGULAIRE" de cette théorie est l'inévitabi-

lité de cette "paralysie", de cette crise du capitalisme.

C'est dire l'importance du problème de la crise, dès qu'il s'agit de comprendre la réalité.

2 - LA PRISE DE CONSCIENCE DU PROLETARIAT

Le passage à la nouvelle société n'est possible que si les hommes sont conscients et déterminés à le réaliser. "Il n'y a pas de situation sans issue" disait Lénine. Si cette conscience révolutionnaire n'existe pas, la crise au lieu de donner naissance au socialisme jette l'humanité dans la destruction et la guerre (voir la crise de 1929 qui, en l'absence de révolution prolétarienne, aboutit finalement à la II⁰ Guerre Mondiale).

Cependant, cette conscience ne peut ni venir d'une "inspiration providentielle", ni être l'oeuvre de quelques "prophètes". Elle ne peut être que le produit d'une situation sociale commune à tin ensemble d'hommes, déterminés par les mêmes circonstances à exprimer une même volonté. Et, dans toutes les sociétés jusqu'à présent où la vie de chaque homme tourne essentiellement autour de la lutte pour sa subsistance, ces circonstances ont leur racine'dans des facteurs économiques.

C'est pourquoi les groupes d'hommes qui ont été appelés à agir dans l'histoire passée ont été des CLASSES, c'est-à-dire des hommes considérés selon leur fonction dans le système économique. "L'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes" (Manifeste Communiste. 1848). De même dans la société actuelle, c'est une classe, la classe ouvrière, qui est porteuse du socialisme.

Mais, qu'est-ce qui détermine le prolétariat à se lancer dans la lutte révolutionnaire ? Pourquoi à un moment plus qu'à un autre la révolution devient-elle possible ?

> "Quels sont, en termes généraux, les signes caractéristiques d'une situation révolutionnaire ? Nous ne pensons pas nous égarer en indiquant ces trois signes principaux:
> 1) L'impossibilité pour les classes dominantes de maintenir inchangée leur domination; telle ou telle crise dans les "hauteurs", une crise dans la politique de la classe dominante, qui ouvre une brèche à travers laquelle surgissent le mécontentement et la colère des classes opprimées. En général, pour qu'éclate la révolution, il ne suffit pas que "ceux d'en bas ne veuillent plus", mais il faut encore que "ceux d'en-haut ne puissent plus" continuer à vivre comme auparavant.
> 2) Une aggravation de la misère et de la souffrance des classes opprimées supérieure à l'habituel.
> 3) Pour ces raisons, une intensification considérable de l'activité des masses, qui en temps de "paix" se laissent spolier tranquillement, mais qui dans des périodes de troubles sont poussées, aussi bien par toute

la situation de crise, QUE PAR CEUX D"'EN-HAUT" dans une action historique indépendante.
Sans ces changements objectifs, indépendants non seulement de la volonté des différents partis et groupes, mais aussi de celle des différentes classes, la révolution est, en général, impossible." (Lénine. "La Faillite de la Deuxième Internationale").

Or, aussi bien cette "crise dans les hauteurs" que "l'aggravation de la misère et de la souffrance des classes opprimées", sont toujours la manifestation d'une crise dans les infra-structures sociales, c'est-à-dire au niveau de la production économique: une crise économique.

Ainsi donc, la prise de conscience du prolétariat, comme les conditions objectives pour la réalisation de la révolution, dépendent de cette crise de la société qui a obligatoirement ses fondements dans une crise économique. Et cela est fondamental lorsqu'on parle de révolution mondiale (et on ne peut pas parler de révolution socialiste, si on ne parle pas de révolution mondiale; l'exemple de la Russie est là pour le prouver). En effet, à moins de tomber dans une simple rêverie, pour parler de la possibilité d'un soulèvement de la classe ouvrière dans le monde entier, il faut prouver cette possibilité, c'est-à-dire qu'il faut pouvoir compter sur l'éventualité de la création d'une même situation sociale économique dans tous les pays, situation capable de pousser une même classe économique dans une action commune. Or, cette situation ne peut être autre que celle d'une crise MONDIALE du capitalisme. La révolution aurait beau éclater dans un pays, les travailleurs du reste du monde ne suivraient l'exemple que dans la mesure où la révolution viendrait répondre à leurs inquiétudes et nécessités du moment. L'exemple révolutionnaire n'est contagieux qu'à condition qu'il corresponde à des situations communes.

Nous ne sommes pas des "mécanicistes" ou des "économicistes simplistes", encore moins des "fatalistes"; ni non plus des gens qui "négligent l'aspect subjectif de la révolution". Nous savons, comme nous l'avons déjà dit, que "CRISE ECONOMIQUE N'IMPLIQUE PAS MECANIQUEMENT REVOLUTION" et nous connaissons, comme tout le monde, l'exemple de la crise de 1929. Nous sommes simplement des gens qui, comme Marx, pensent que le projet révolutionnaire repose sur des bases autrement plus solides que celles d'un simple souhait de

"justice" providentielle ou de la volonté d'en finir.
C'est pourquoi, il nous semble fondamental de comprendre la crise dans laquelle est entré le capitalisme et de déterminer son ampleur.

LA CRISE ECONOMIQUE

Notre but n'est pas de fournir une quantité de statistiques, les unes derrière les autres, mais de montrer quels sont les caractères fondamentaux de la crise pour déterminer s'il s'agit d'une récession passagère ou bien d'une crise profonde du système, annonçant des perspectives révolutionnaires.

Les symptômes...

C'est au début de 1967 qu'il devient clair que quelquechose ne tourne plus rond dans l'économie mondiale. Plus d'un demi-million de chômeurs en Allemagne Occidentale et en Grande-Bretagne. En France le même fléau commence à sévir: l'ascension du chômage est plus lente mais sûre. La hausse des prix devient constante. Aux USA, la production automobile diminue sensiblement, l'inflation commence à devenir l'inquiétude fondamentale du gouvernement; l'appareil de production ne fonctionne plus qu'à 90 % de sa capacité en 1966; ce taux d'utilisation tombe à 85 % aux premiers mois de 1968.

Malgré les tentatives de Marché Commun, Kennedy Round, etc..., les concurrences entre les puissances s'aggravent. En Juin 1967 éclate la guerre du Moyen-Orient, qui permet aux pays arabes de canaliser le mécontentement croissant de la population, à Israël de résorber ses 45000 chômeurs, aux puissances d'écouler des stocks d'armes, à l'URSS d'écouler-son pétrole en Grande-Bretagne...

Mais en Octobre 1967, on compte (selon l'Expansion d'Oct.67) 6 millions de chômeurs en Occident, et en Novembre la Livre Sterling s'effondre, emportant avec elle les monnaies des pays de la zone de libre-échange et faisant chanceler le Dollar. Fin 1967, les USA prennent des mesures pour freiner l'inflation et le déficit croissant de leur balance des paiements, qui mène à la dévaluation du Dollar. Mais trois mois plus tard, celui-ci se précipite dans une nouvelle crise monétaire.

En France où le chômage n'a cessé de croître et les salaires réels de diminuer, éclate en Mai la plus grande grève de l'histoire. Six mois plus tard, c'est la crise du Franc: et à l'égal de l'Angleterre en 1966, elle est forcée à 1 "'austérité".

L'année 1969 commence dans un climat d'instabilité où le spectre de la crise et de l'effondrement total plane sur toute la société.

Les crises inter-blocs impérialistes s'aggravent et succèdent aux multiples accords internationaux de toutes sortes. Le "voyage d'amitié" de Nixon en Europe s'accompagne d'une crise franco-britannique, d'un écartèlement du Marché Commun, d'une nouvelle flambée de la guerre du Viêt-Nam,

de l'état d'urgence en Egypte, et d'une nouvelle relance du problème de Berlin. Le tout dans une ambiance de course internationale à la hausse du taux d'escompte (1) -ce qui en de telles conditions ne peut pas ne pas rappeler les hausses vertigineuses des taux d'escompte à la veille du krack de 1929.

"Nous avons enfin appris à gérer une économie moderne de façon à assurer son expansion continue" disait Nixon dans son discours d'entrée en fonction comme Président des USA. Son trésorier, David Kennedy, lui, rappelait que la "balance commerciale s'est effondrée jusqu'à être inexistante, sous la pression de l'inflation." La revue économique américaine Fortune, quant à elle, parlait des "difficultés économiques les plus lourdes de conséquence et les plus prolongées depuis la Seconde Guerre."

1 - EST-CE SIMPLEMENT UNE CRISE MONETAIRE ?

Trois grandes crises monétaires en un an.

S'agit-il seulement, comme le prétendent certains économistes bourgeoi d'une inadaptation du système monétaire aux besoins de la production ? Et alors suffit-il de refaire une conférence monétaire internationale style Bretton-Woods, pour que tout redevienne normal ?

Leur thèse serait essentiellement celle-ci: le système monétaire international établi à Bretton-Woods à la fin de la Seconde Guerre et dont la base est le Dollar au lieu de l'or, serait devenu inadéquat et ne permettrait plus les échanges (le Dollar n'ayant plus la place internationale qu'il avait à la fin de la Seconde Guerre, et les monnaies d'autres pays s'étant renforcées depuis).

Tout cela est évidemment absurde à la base. La monnaie n'est qu'un moyen d'échange. Comme telle, elle n'est qu'un instrument à un moment donné du processus général de la production: celui de l'échange.

Quand la production marche bien, les échanges se font sans difficultés et cet instrument peut jouer son rôle sans problème. Même quand il n'est pas suffisamment solide (ce qui est le cas de la plupart des monnaies du monde), c'est-à-dire, quand il ne représente pas réellement la valeur qu'il

(1) La Grande-Bretagne fait passer son taux d'escompte de 7 % à 8 %, taux jamais atteint depuis la II⁰ Guerre Mondiale (à la veille de 1929, il n'était monté pour les USA qu'à 7,6 %). La Suède le fait passer de 5 % à 6 %. La France en est déjà à S %.

est supposé représenter, le besoin qu'on en a est tel qu'il peut servir à cet échange.

Ce n'est donc pas parce que la monnaie est mauvaise que la production s'effondre; c'est parce que la production menace de s'effondrer que le système monétaire entre en crise. Il est vrai que le système monétaire international est absolument aberrant. La plupart des grandes monnaies ne sont que très partiellement couvertes par des valeurs réelles: en réalité, la plupart des monnaies dans le monde représentent surtout du papier et très peu d'or. Mais ceci n'est pas nouveau- Depuis la 1° Guerre Mondiale, et surtout depuis la crise de 1929, les différents pays ont été obligés, pour faire face aux dépenses grandissantes de leur Etat, de recourir de plus en plus à la planche à billets, c'est-à-dire d'émettre de la monnaie sans couverture réelle.

Il est alors normal qu'à la moindre récession économique, dès que les échanges internationaux connaissent la moindre difficulté, les monnaies, moins demandées, tendent à revenir à leur véritable valeur et donc à dévaluer- Leur faiblesse, qui à un certain moment, a pu être la condition de l'expansion, devient alors un facteur certain de récession.

Mais ce n'est pas dans la faiblesse de la monnaie qu'il faut chercher l'explication de la crise actuelle, cette faiblesse n'étant elle-même qu'un symptôme de la crise au niveau de la production.

Un "nouveau Bretton-Woods", au cas où finalement les puissances finiraient par se mettre d'accord pour le tenir, ne pourrait rien arranger à la crise économique, car il s'attaquerait seulement à une des conséquences de la crise en laissant intactes ses racines profondes.

2 - LES FONDEMENTS DE LA CRISE

"Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value (et la reconversion d'une partie de cette plus-value en capital, ou accumulation, fait partie intégrante de cette production de la plus value) est le but immédiat et le mobile déterminant de la production capitaliste". (Marx. Oeuvres. Tome II. Le Capital III Editions de la Pléiade. P. 1025)-

Mais pour pouvoir réaliser cette reconversion de la plus-value "il faut que toute la masse des marchandises, le produit total... se vende" (idem).

D'autre part, cette production doit croître incessamment. "C'est une loi de la production capitaliste qu'impose le bouleversement continuel des méthodes de production, par la dépréciation concomitante du capital existant, la concurrence générale et la nécessité d'améliorer la production et d'en étendre l'échelle, ne fut-ce que pour la maintenir, et sous peine de courir à la ruine" (idem).

Or, alors que la production de la plus-value n'a pour limites "que les forces productives de la société", sa réalisation, la vente de la production est soumise au contraire "à la proportionnalité des branches et au pouvoir de consommation de la société. Mais celui-ci n'est déterminé ni par la force productive absolue, ni par le pouvoir de consommation absolu; il l'est par le pouvoir de consommation qui a pour base des conditions de répartition antagonistes qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum variable dans des limites plus ou moins étroites. Il est en outre restreint par le désir d'accumuler, la tendance à augmenter le capital et à produire de la plus-value sur une échelle plus étendue... Il faut par conséquent, constamment élargir le marché, si bien que ses inter-relations et les conditions qui les règlent prennent de plus en plus la forme d'une loi naturelle indépendante des producteurs et deviennent de plus en plus incontrôlables. Cette contradiction interne tend à être compensée par l'extension du champ extérieur de la production. Mais, plus les forces productives se développent, plus elles entrent en conflit avec les fondements étroits sur lesquels reposent les rapports de consommation" (idem).

C'est là le fondement des grandes crises du capitalisme: en se développant, le capitalisme sature ses marchés et donc la condition de son expansion.

Comment s'en sort-il ? Par une destruction systématique qui ouvre de nouveaux débouchés.

Ainsi, depuis 1914, le capitalisme vit selon le cycle: crise - destruction - reconstruction - crise. La guerre de 1914-1918 vint soulager le capitalisme de la crise qui la précéda (Bilan: 18 millions de morts, 20 millions d'invalides). 1918-1929: reconstruction. 1929-1939: années de crise. "Seule la guerre en débarrassera le monde en 1939-1945".

Dans la période 1929-1939, le capitalisme trouve un moyen pour tenter de pallier à la crise: LA PRODUCTION MASSIVE D'ARMEMENTS (très nette surtout aux USA, en Allemagne et dans les autres pays fascistes). Mais ce n'est qu'un PALLIATIF qui n'éliminera pas (au contraire) la nécessité de la II° Guerre Mondiale. En 1939-1945, la II° Guerre Mondiale (Bilan: 45 millions de morts, économies européenne et japonaise réduites à néant).

Depuis lors, le capitalisme ne s'est "développé" que grace à la RECONSTRUCTION des ruines de la guerre, la production effrénée d'armements, l'absorption de quelques secteurs extra-capitalistes (pays sous-développés et secteurs agricoles de l'Italie, de la France, de l'Allemagne et du Japon).

A ces "soupapes" d'urgence, le capitalisme a ajouté depuis 1945 le maintien de la destruction systématique en entretenant de façon permanente des guerres locales sur des territoires en dispute: Indochine, Corée, Algérie, Viêt-Nam, Biafra, Moyen-Orient.

La crise actuelle du capitalisme marque la fin de la reconstruction, l'essoufflement de la production d'armements, la saturation des marchés mondiaux.

- LA FIN DE LA RECONSTRUCTION:

"Au lendemain de la dernière guerre, la reconstruction a contribué au développement de la production. En France, s'y est ajouté le retard pris entre les deux guerres et qu'il fallait combler. Nous avons, certes, retrouvé en 1948 notre niveau de production de 1938, mais celui-ci était inférieur à celui de 1929; à vingt ans de stagnation ont succédé vingt ans d'expansion, qui en sont d'une certaine manière la contrepartie, ce qui peut nous réjouir, mais ne devrait pas nous tourner la tête (...). La reconstruction est achevée et la période de "rattrapage" en un sens close." ("L'Expansion". Octobre 1967."Faut-il avoir peur de la crise ?").

Les pays don~ l'économie avait été détruite pendant la 11° Guerre Mondiale ont, nor seulement été reconstruits, mais encore leur production a atteint des niveaux qui les obligent aujourd'hui à chercher des débouchés à l'extérieur. Or, ils avaient constitué jusqu'à présent le marché principal de l'économie mondiale.

Ainsi, on voit parallèlement : - d'un côté,la balance commerciale américaine se détériorer progressivement jusqu'à devenir négative en 1968,
- d'ur. autre côté, les balances commerciales du Japon (1965-66) de la France (1960-61) ce l'Italie (1° Semestre 1968) de la CEE (1967) devenir positives ou presque équilibrées. Mais pas pour longtemps; l'amélioration de ces balances commerciales loin d'annoncer une nouvelle phase d'expansion, marque au contraire la saturation mondiale des marchés, l'accroissement des concurrences inter-impérialistes (c'est le début de la politique "anti américaine" de De Gaulle, de la politique d'expansion de M. Sato au Japon), le début de la nouvelle crise.

- L'ESSOUFFLEMENT DE LA PRODUCTION D'ARMEMENTS

La politique de production massive d'armes, ne venant pas encombrer le marché national, a été poussée par le capitalisme jusqu'aux limites extrêmes, Cette production absorbe parfois près de la moitié du budget d'Etat des USA et de l'URSS. Les USA à eux seuls ont dépensé ces sept dernières années 200C milliards de Dollars, soit près de cinq fois le revenu annuel de la France, Ils dépensent actuellement plus de deux milliards de Dollars par mois uniquement pour la guerre du Viêt-Nam. 25 % des exportations françaises sont du matériel de guerre, etc,., etc...

Mais cette production de la destruction, financée par l'Etat est une source incontrôlable de hausse des prix, d'inflation (5 % aux USA en 1968). A partir de certaines limites, elle devient néfaste pour l'économie. Une fois la monnaie en dancer, il est nécessaire de réduire cette production d'armements (voir les pressions de certains milieux financiers aux USA en

ce sens; la réduction du budget d'armements de la Grande-Bretagne en 1966, de la France en 1968). Cependant, la réduction de la production de guerre est synonyme de récession et de chômage, et ainsi les Etats pour éviter une crise immédiate doivent se priver d'un des principaux facteurs qui a assuré leur expansion jusqu'à présent. Et, cela sans avoir de quoi le remplacer,

- LES MARCHES DU TIERS-MONDE

Quant aux marchés que constituent les pays du tiers-monde, ils sont entièrement saturés. Endettés de façon exorbitante, ces pays connaissent les mêmes difficultés que les grandes puissances: chômage (plus de trois millions de jeunes chômeurs en Inde); récession généralisée dans presque tous les pays d'Amérique Latine.

- LES SECTEURS AGRICOLES

Quant aux secteurs agricoles, dont l'intégration à l'économie capitaliste a été un facteur d'expansion en France, en Italie, en Allemagne, au Japon depuis la 11° Guerre, ils ne peuvent constituer aujourd'hui un marché suffisant pour relancer l'économie. De plus, cette intégration se heurte à des résistances extrêmement violentes que les gouvernements craignent dans la conjoncture sociale actuelle (voir l'opposition au plein Mansholt qui préconise justement cette intégration).

LES FACTEURS QUI ONT ASSURE L'EXPANSION DU CAPITALISME DEPUIS LA 11° GUERRE MONDIALE PARVIENNENT AUJOURD'HUI A LEUR EPUISEMENT; et les fameux "boums" (allemands, italiens, etc ,..) d'après-guerre laissent la place à la récession généralisée: la crise du système monétaire, prélude d'une nouvelle CRISE MONDIALE DU CAPITALISME.

Les solutions apportées par les différents gouvernements (qui se traduisent par 1'"austérité" en Grande-Bretagne et en France en particulier) loin de résoudre le problème ne font que l'aggraver:

- le contrôle des changes
- le relèvement du taux d'escompte (8 % en Grande-Bretagne, 6 % en France)
- la limitation des crédits bancaires

entraînent la limitation des investissements (récession) et celle des achats à crédit (ce qui réduit la consommation et donc le marché);

- la réduction des dépenses de l'Etat (sursis publics, secteur nationalisé, armement, etc...) est la source la plus certaine de la récession ou du moins de l'affaiblissement de l'embauche;
- la hausse des prix des services publics et la hausse de certains impôts (TVA en France) sont en fait des réductions de salaires, freins à la consommation, freins à l'emploi).

Toutes ces mesures ne sont que des "pataugements" pour mieux s'enfoncer.

LES PERSPECTIVES QU'OUVRE LA CRISE

Au contraire de la crise de 1929, qui éclate juste après l'écrasement du mouvement ouvrier international, la crise actuelle surgit au moment où les travailleurs dans le monde entier, en particulier dans les jeunes générations, se débarassent des mystifications de la II° Guerre et de celles des bureaucraties staliniennes.

Dans les pays "sous-développés", en particulier en Amérique Latine, les luttes minoritaires de "libération nationale" laissent la place aux luttes de classe. Pour la première fois, tous ces pays connaissent des grandes grèves et des émeutes de caractère ouvrier, Dans les grandes puissances, (en particulier France, Angleterre et Italie) la classe ouvrière se réveille plus forte que jamais.

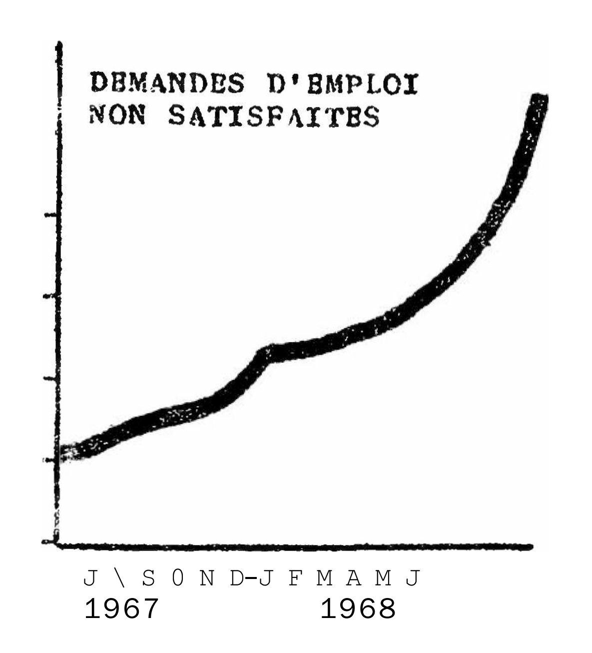
La perspective qu'ouvre la crise actuelle du capitalisme est celle du pouvoir des Conseils Ouvriers, de la Révolution mondiale.

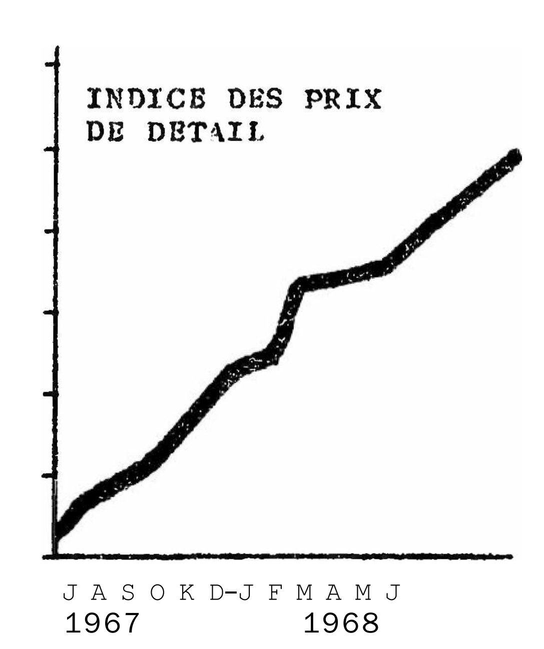
*
**
***

NOTE / Au verso, 2 graphiques qui tendent à prouver la relation qui existe réellement entre Mai 68 et la situation économique...

N'entendons pas par là que "l'abondance" fomente les révolutions. Entendons seulement que "l'appauvrissement absolu n'est nullement nécessaire à la naissance de sentiments d'opposition. Pour entrer en révolte, les hommes n'ont pas besoin d'être réduits à la famine: ils peuvent s'y jeter dès les premiers empiètements sérieux qui menacent leur standard de vie habituel, ou quand leur est interdit l'accès à ce qu'ils considèrent comme leur standard de vie. Mieux les hommes vivent, plus ils trouvent dure la moindre privation, et plus ils se cramponnent au style de vie qui leur est cher. C'est en ce sens ou'un tarissement partiel de "l'abondance" régnante peut suffire à pulvériser le consentement qui l'accompaqne. '•

P. Mattick. "Les limites de l'intégration".- 1965.





M O Y E N - O R I E N T ,
C H A M P D E B A T A I L L E
D E S P U I S S A N C E S I M P E R I A L I S T E S

"Vive la lutte révolutionnaire du peuple palestinien !", "Vive l'Etat d'Israël !", "Vive la juste lutte des pays arabes!" etc,.. Les slogans fleurissent, les mots d'ordre fusent. Qui n'a pas pris fait et cause pour telle ou telle des parties en présence ? Personne ne manque à l'appel: "communistes", "libéraux", "hommes de gauche", "humanistes", "révolutionnaires" ont tous exprimé leur idée, ont même trouvé LA solution; la négociation, le partage, la "révolution", le retrait des troupes, etc... Cependant, sur le terrain, rien n'est clair. Au centre du conflit, deux thèses majeures contradictoires s'affrontent que l'on peut schématiser par les deux mots d'ordre "Israël vaincra" et "El Fath vaincra" (1). A l'appui de ces thèses, deux peuples qui revendiquent le même territoire pour des raisons différentes, revendications qui sont la justification première des soutiens internationaux dont bénéficient ceux-ci. Un bref rappel des arguments historiques, ethniques et politiques employés par les uns et les autres est nécessaire.

RAPPEL...

Pour les israéliens et les tenants de la "cause" israélienne,"Israel existe qu'on le veuille ou non". Les atrocités dont les juifs ont été victimes pendant la II° Guerre Mondiale ont mis en lumière la nécessité pour eux d'avoir une assise territoriale, ont fait apparaître la légitimité de l'action sioniste entreprise depuis le début du siècle. Le retour des juifs sur la terre de Palestine, qui leur revient de droit depuis qu'ils en furent (1)

(l) El Fath étant pour le moment l'organisation de libération de la Palestine la plus importante et la seule susceptible de devenir un interlocuteur dans une négociation.

chassés par l'occupation romaine, marque la fin des 2000 ans d'errance et de persécutions, causés par la diaspora (dispersion en hébreu), Les juifs, véritables descendants du peuple hébreu, dont l'histoire est celle de l'anti-sémitisme, refusent d'être dispersés à nouveau, de redevenir le bouc-émissaire du monde.

On accuse l'Etat d'Israël (l'être expansionniste et impérialiste. En fait, cet Etat est le produit de la libération de la Palestine du colonialisme britannique. Ce fut cette lutte et non la lutte actuelle des Palestiniens qui fut la véritable lutte de libération nationale. La création d'Israël, produit de cette lutte, fut d'ailleurs appuyée par des Etats socialistes, notamment l'URSS et la Tchécoslovaquie. Et si l'on regarde quels furent toujours les agresseurs, notamment en Juin 1967» l'accusation portée contre Israël n'y résiste pas.

Les israéliens ne souhaitent pas la guerre; ils ne demandent que le droit de vivre et refusent de se laisser massacrer- Les Palestiniens ne sont pas les victimes des Israéliens, mais des gouvernements arabes, qui ont toujours refusé de les intégrer, et se sont servis d'eux comme force de polarisation de l'opinion publique de leurs pays afin de masquer la carence et le totalitarisme des régimes arabes.

Pour les Palestiniens, l'Etat d'Israël, imposé en 1948 par les grandes puissances, sans consultation aucune des populations intéressées, est le "produit d'un colonialisme et d'un expansionnisme européen périmés et demeure un instrument de l'impérialisme pour s'opposer aux progrès des peuples arabes et entraver leur mouvement de libération" (Déclaration du 1° Janvier 1969 du Mouvement de Libération Nationale Palestinienne "Fath"'), Les pays arabes n'étaient pas représentés à l'ONU en 1948 lors de la création d'Israël parce qu'encore soumis à la colonisation. Ils ont d'ailleurs toujours refusé de reconnaître cet Etat, Les Palestiniens qui se trouvaient depuis toujours en Palestine en furent chassés par le sionisme international, instrument de l'impérialisme occidental, Israël prétend avoir toujours accordé aux Palestiniens la liberté de rester en Israël: cependant, cette prétendue "bonne volonté" fut constamment démentie par les massacres et les expropriations auxquels se livrèrent les différentes organisations armées sionistes (Haganah, Irgoun, Stern). Il s'agit pour le peuple palestinien de libérer le "territoire national conquis et colonisé par des forces étrangères rétrogrades fondées sur le sectarisme religieux, la haine raciale et pratiquement une politique de discrimination et de persécution à l'égard des arabes palestiniens chrétiens et musulmans" (idem).

Sur le plan purement historique et ethnique, les juifs ne peuvent prétendre être les descendants exclusifs des anciens peuples de Palestine, La perpétuation des communautés juives dans le monde s'est faite au travers de multiples conversions de gens qui n'ont pratiquement aucun lien avec la Pa-

lestine. Le combat des Palestiniens ne vise pas les juifs et l'"objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat palestinien Indépendant et Démocratique, dont tous les citoyens, quelles que soient leur confession jouiront de droits égaux" (idem), (l),

Quelles conclusions peut-on tirer de ces argumentations ? On nous demande de constater des faits mais cette simple constatation pose un certain nombre de questions.

Les juifs ont toujours été victimes de l'anti-sémitisme, c'est vrai. Mais ont-ils pour autant le droit de devenir des oppresseurs ? Les Palestiniens sont victimes de l'instauration de l'Etat d'Israël, Peut-être, mais ont-ils pour autant le droit de devenir des envahisseurs ? Les israéliens sont soutenus par l'impérialisme américain. Bien sur, mais le soutien soviétique aux pays arabes est-il pour autant un soutien purement "politique" à des régimes considérés comme "progressistes", ou est-il tout autant intéressé que le soutien américain à Israël ? Les israéliens ne réclament que le droit de vivre, c'est compréhensible. Mais ce qui l'est moins c'est le droit de vivre sur le dos des autres. Les Palestiniens prétendent qu'ils ne sont pas anti-juifs et qu'ils veulent l'instauration d'un Etat palestinien. D'accord, mais l'Etat n'a-t-il pas toujours été l'instrument de domination d'une classe sur une autre ? N'est-ce pas la perpétuation de l'exploitation ? Les Palestiniens portent des coups à l'impérialisme américain: peut-être, mais a-t-on déjà vu un peuple se libérer d'un impérialisme sans le "secours" d'une autre grande puissance ?

Toutes ces questions restent sans réponses si l'on s'en tient aux faits énoncés plus haut.
Par contre, la politique internationale au Moyen-Orient permet de mieux comprendre le conflit.

LES SOUTIENS...

Il faut remonter brièvement à l'origine de l'idée de création d'un Etat juif. Théodor Herzl exprime le premier, en 1894, l'idée du sionisme. Un pre-

----

(l) A part El Fath, il existe deux autres organisations de libération de la Palestine. L'OLP (Organisation de Libération de la Palestine), épuré et transformé dispose de quelques commandos ("Forces Populaires de Libération") créée en 1964 sous les auspices de la Ligue Arabe, elle est l'organisation la plus liée aux régimes arabes, Le FPLP (Front Palestinien de Libération Populaire), branche palestinienne du nationalisme arabe (Harakyin), recherche l'appui des masses arabes pour effectuer la libération de la Palestine, se veut révolutionnaire dans la mesure où il lutte contre les régimes "pourris" arabes. Une scission vient d'ailleurs de se produire au sein du FPLP entre les partisans de la libération qui ont rejoint El Fath et les marxistes-léninistes qui s'opposent avant tout aux "régimes pourris" qu'ils veulent renverser avec l'appui populaire avant d'effectuer la libération. Cette dernière tendance a l'appui de la Chine.

mier congrès sioniste a lieu à Bâle en 1897. Dès cette époque, un certain nombre de juif? commencent à acheter des terres en Palestine. Le 2 Novembre 1917, la Déclaration Balfour apporte le soutien de la Grande-Bretagne à la création d'un "foyer national juif". Les USA puis la France s'y associent. A propos de cette fameuse déclaration, Maxime Rodinson, s'appuyant sur une forte documentation, affirme que le soutien qu'elle reçut à cette époque est en relation étroite avec la Révolution Russe- les puissances occidentales voyant par là un moyen de se rallier un grand nombre de juifs de Russie et d'Europe Centrale et de faire ainsi échec à la prise de pouvoir par les bolcheviks.(1 ^.

La SDN crée en 1922 la Transjordanie (exclusivement arabe'), la place sous mandat britannique. Elle reprend la Déclaration Balfour, place la Syrie et le Liban sous mandat français. La Grande-Bretagne n'est pas opposée à l'immigration des juifs qui peuvent représenter une force susceptible de l'aider -plus indirectement que directement. Les britanniques renforcent leur position au Moyen-Orient en exploitant les luttes de fractions rivales et les frictions qui apparaissent rapidement avec notamment la création de la Haganah (armée clandestine juive). En Août 1929, l'Agence Juive est créée à Zurich aux fins d'organiser 1[1 2]"immigration" des juifs- Par ce fait, le "foyer national juif" sera en Palestine ou ne sera pas, La Grande-Bretagne est embarassée par les heurts de plus en plus violents qui opposent juifs et arabes et propose en 1937 le partage de la Palestine. Pendant la guerre, la Haganah commence à s'attaquer directement aux forces anglaises" ce qui explique que la Grande-Bretagne mènera J à partir de cette époque, une politique visant à établir des négociations afin de préserver son avantage. (2). Son mandat prend fin le 15 Mai 1948 alors que l'ONU avait voté le partage de la Palestine en deux états (l'un juif, l'autre arabe) qui fut accepté malgré l'avis défavorable des pays arabes et de l'Inde et malgré l'abstention de la Grande-Bretagne, La Haganah, alimentée en capitaux et en armes par les juifs américains notamment, fait occuper les villes au fur et à mesure du retrait des troupes britanniques, Le 14 Mai 1948, l'Etat d'Israël est proclamé unilatéralement par l'Agence Juive, et s'il est reconnu de facto par les USA, il l'est de jure par l'URSS, quelques jours plus tard.

Bien que les intérêts économiques des USA et de la Grande-Bretagne se soient toujours trouvés essentiellement dans les pays arabes (Irak, Egypte, etc...), les juifs n'ont pas cessé de bénéficier de l'aide des juifs européens et américains. Le mécanisme des soutiens n'est donc pas clair en 1948. Les USA n'ont rien à perdre par la décolonisation de la Palestine, au contraire, et n'ont pas encore de gros intérêts chez les arabes. La Grande-Bretagne aimerait garder son influence sur la Palestine malgré le retrait de ses troupes: cependant, elle n'est pas assez puissante pour per-

----

(1) Cité par Ania Francos dans "Les Palestiniens"

(2) Elle ne pouvait ouvertement prendre partie pour l'un ou l'autre des adversaires, ses intérêts colonialistes se trouvant à la fois chez les juifs et chez les arabes.

mettre une évolution qui verrait la décolonisation s'effectuer au profit des deux grands.

Si la politique impérialiste des puissances occidentales, notamment les USA, vis-à-vis d'Israël est claire, celle de l'URSS vis-à-vis des régimes "démocratiques" mis en place dans les pays arabes ne l'est pas moins.

LA POLITIQUE IMPERIALISTE DE L'URSS...

C'est l'URSS qui depuis 1948 est venue jouer le "trouble-fête", en imposant sa domination sur une grande partie du Moyen-Orient, contraignant ainsi les puissances occidentales à se déterminer vis-à-vis de certains pays.

Avant 1948, l'influence de l'URSS est inexistante au Moyen-Orient. La lutte des juifs voit le colonialisme britannique s'effriter et la première réaction de l'URSS est d'apporter son soutien à la création de l'Etat d'Israël, pensant ainsi pouvoir mettre un pied dans cette partie du monde comme elle a déjà commencé à le faire ailleurs grâce au partage de Yalta. Cependant, économiquement, Israel restera dépendant des capitaux occidentaux. Malgré l'appui déterminant qu'apportera l'URSS à Israel, notamment par le discours de Gromyko à l'ONU et la reconnaissance de jure de l'Etat juif, elle n'arrivera jamais à s'imposer par cette voie.

En fait, tout est bon pour l'URSS et n'importe quel prétexte sera trouvé dès qu'une faille s'ouvrira dans la domination occidentale,, Dès 1947, l'URSS avait soutenu une demande de l'Egypte de retrait des troupes britanniques de ce pays et du Soudan. Telle sera sa politique vis-à-vis de l'Egypte ("révolution" de 1952), de la Syrie, de l'Irak, du Liban, où elle approuve la mise en place de régimes "démocratiques" sur lesquels elle n'arrive pas d'ailleurs à s'imposer immédiatement, les bureaucraties ou bourgeoisies en place n'étant pas nécessairement favorables aux régimes "communistes". Elle y parvient en général lorsque ces dernières sont condamnées par les occidentaux; ce qui lui laisse alors le champ libre.

Cette politique qu'elle veut faire passer pour "socialiste" par le soutien à des régimes "démocratiques" ne correspond en fait qu'à une chose: la nécessité pour le capital d'Etat de devenir impérialiste et donc de s'opposer aux dominations des autres puissances.

Toute une série d'évènements que nous ne pouvons rappeler ici vont permettre à l'URSS d'acquérir au Moyen-Orient l'influence qu'elle aura à la veille de la Guerre des Six Jours. Si l'URSS ne s'opposa pas et même encouragea la politique de Nasser qui mena à la guerre de Juin 1967, c'est qu'elle espérait par ce biais voir se réaliser l'unité du monde arabe derrière Nasser; ce qui sous-entendait pour elle l'extension de son influence

sur un certain nombre de pays considérés comme "derniers bastions de l'impérialisme américain". Et malgré l'échec de la guerre pour les arabes, l'URSS atteignit en partie ce but (La Jordanie et l'Arabie notamment se sont vues contraintes en Juin 1967 de se rallier à Nasser. Le Maroc vient dernièrement de passer un accord avec l'URSS pour la construction d'un barrage dans la province de Ouarzazate') -

L'URSS reste muette sur le problème des Palestiniens Pour elle comme pour beaucoup, c'est un "problème à régler". En fait, le statu quo actuel la satisfait pleinement et les Palestiniens ne peuvent maintenant être pour elle qu'un parasite qui risquerait de remettre en question ce statu quo

NATURE DES REGIMES ARABES :

Si personne à l'heure actuelle ne prétend plus que les régimes arabes soutenus par l'URSS sont "socialistes", certains croient encore à la nature "progressiste" de ces Etats-

Ceux-ci sont en général le produit d'une lutte contre le colonialisme ou l'impérialisme, qui s'est d'ailleurs faite plus souvent sous la forme de coups d'Etat que de "révolutions" eu de "libérations nationales" proprement dites- Les nouveaux dirigeants ont pris le pouvoir de façon violente et ont procédé rapidement à des nationalisations, quand ce n'était pas plutôt à une pure et simple révision des intérêts placés dans l'exploitation des ressources du pays. Ainsi, s'instaure dans ces pays une bureaucratie, souvent militaire, écoeurée par la pourriture des anciens dirigeants et par le pillage des ressources nationales qu'elle se sent capable de gérer et qui lui échappent-

La seule possibilité pour elle de développer le pays à son profit se trouve dans la prise du pouvoir politique et l'expropriation de l'étranger- Au moment de cette prise de pouvoir, la puissance colonialiste (les USA, la Grande-Bretagne ou la France au Moyen-Orient) ferme en général le"robinet" à capitaux. L'appareil d'Etat est le seul capable -ou tout au moins le moins incapable- de remettre en marche la production au profit de la nouvelle clique au pouvoir. Toute concurrence entre capitaux du même pays doit être éliminée pour que "tous soient unis dans l'effort national"- En fait le capital manque et il devient impossible de le créer; la bureaucratie ne peut se maintenir sans une aide matérielle militaire et économique qui lui vient alors de l'URSS.

L'impérialisme, dans ces pays de capitalisme d'Etat, ne se manifeste plus sous la forme de propriété privée des moyens de production par des étrangers mais par la main-mise d'une grande puissance -elle aussi capitaliste d'Etat- sur les appareils d'Etat- (l).

(l) Cf. La substitution de l'"aide" soviétique aux capitaux français, anglais en Egypte et dans la plupart des pays arabes

Cet impérialisme est d'autant plus sournois pour le prolétariat de ces pays qu'il n'apparaît pas directement dans la mesure où l'aide n'est pas une aide directe, Ce ne sont plus des investissements ou des achats effectués par l'étranger lui-même, mais une aide sous forme de subsides, de prêts, d'accords commerciaux faits par l'URSS avec l'appareil d'Etat du pays considéré.

Qui plus est, la mystification est poussée à son comble parce que ce changement purement superficiel des formes de l'exploitation se fait souvent de façon violente, et est entouré de toute une phraséologie nouvelle et "révolutionnaire" ; "anti-impérialisme, libération nationale, etc..."

Rien n'a changé pour la classe ouvrière des pays arabes sinon l'exploiteur et la puissance impérialiste.. L'exploitation est toujours la même, quand elle n'est pas encore plus féroce (interdiction du droit de grève, militarisation du travail, etc...).

LES PALESTINIENS...

S'il ne reste plus beaucoup de gens pour soutenir la nature "progressiste" des Etats arabes, il y en a qui voient dans la lutte des Palestiniens, ou plutôt des organisations dites de "libération de la Palestine", une lutte révolutionnaire. D'après eux, on ne peut pas la soupçonner d'être inter-impérialiste -si tant est qu'ils comprennent que tous les pays sont impérialistes- puisque ces organisations ne sont soutenues par aucune grande puissance et se donnent comme tâche d'abattre l'impérialisme américain qui se manifeste par la présence de l'Etat d'Israël au Moyen-Orient.

Au moment de la création de l'Etat d'Israël, les Palestiniens ont été chassés de leurs terres et expropriés des quelques centres de production qui existaient. Evidemment, cette expropriation s'est faite avec la caution tacite de l'impérialisme qui y trouvait son intérêt par la mise en place d'une bourgeoisie sioniste favorable aux USA.

Plusieurs questions se posent.
D'abord, qui étaient les propriétaires de ces terres et de ces moyens de production ? Les Palestiniens qui sont maintenant cantonnés dans les camps de réfugiés ? N'était-ce pas plutôt les grands propriétaires soit étrangers (turcs ou syriens), soit autochtones mais qui n'ont pas pour la plupart été contraints de rester dans les camps de réfugiés ? Quand à la masse des réfugiés, a-t-elle été chassée de sa terre ou de son lieu d'exploitation ?

Si la misère que subissent actuellement les Palestiniens dans les camps de réfugiés est inhumaine, elle n'est pas pire que celle qu'ils subissaient auparavant. Elle est simplement d'une nature différente, beaucoup plus cruelle dans la mesure où cette misère-là est mise à nue et où elle n'a pas besoin d'être justifiée par une phraséologie, parce qu'elle ne sert les intérêts d'aucune puissance. Et chacun de rejeter sur l'autre la responsabilité de cet état de choses !

Qui sont en fait les promoteurs de la "lutte du peuple palestinien" ? Ce sont pour la plupart les plus intéressés par la reconquête. Ce sont en général des membres de la bourgeoisie (professions libérales, ex-propriétaires). On nous opposera évidemment qu'ils sont l'expression du peuple palestinien dont ils concrétisent les aspirations. Mais quels sont les intérêts du peuple palestinien ? Et avant tout, qu'est-ce que le "peuple" ? Ce mot démagogique a toujours été l'expression de la bourgeoisie afin de considérer la société dans son ensemble et de passer sous silence les antagonismes de classes. Il n'y a pas de peuple palestinien, il y a des ouvriers, des paysans, des grands propriétaires des bourgeois palestiniens, et leurs intérêts sont évidemment antagonistes !

Les intérêts de la bourgeoisie et de la bureaucratie palestiniennes sont dans la formation d'une nation qui leur permettra d'exercer leur pouvoir. Quant aux réfugiés dans leur majorité, même s'ils ne sont pas actuellement dans des usines, leur intérêt n'est pas dans la formation d'une prospère nation capitaliste "souveraine" dans laquelle les bureaucraties "libératrices" les attèleront par l'exploitation à la construction d'un capital national inexistant. Il n'y a pas de solution spécifique aux Palestiniens et celle proposée par les organisations de libération de la Palestine n'est qu'une solution bourgeoise-bureaucratique-

Les organisations de libération de la Palestine.

Elles sont au nombre de trois: l'OLP, "El Fath" et le FPLP. Malgré les divergences sur les modalités de l'action à mener, leur but reste fondamentalement le même: l'instauration d*un Etat Palestinien.

Deux positions se définissent nettement: d'une part, celle d'"El Fath" et de la fraction du FPLP qui l'a rejointe, d'autre part, celle des "marxistes-léninistes" du FPLP. Pour les premiers, toute l'action vise à l'instauration d'un "Etat palestinien Indépendant et Démocratique" (cf. plus haut). Il s'agit pour cette organisation de prendre en main les moyens de production, d'instaurer les structures de l'exploitation dont ils ont été privé. Il s'appuient pour cela sur les réfugiés , espérant faire d'eux l'instrument de leur prise du pouvoir. Pour les seconds, il s'agit également de mettre en place un Etat palestinien mais après avoir débarassé les pays arabes des gouvernements "pourris". Ils recherchent l'appui des masses arabes, aux fins d'instaurer dans ces pays des régimes "socialistes et démocratiques", De quoi s'agit-il en fait ? De donner au capitalisme des pays ara-

bes sa forme la plus étatisée, la plus autoritaire; d'extirper le maximum de travail afin de développer au maximum les possibilités des ressources de ces pays. Le PPLP n'est que le représentant des couches oureaucratiques qui ne sont pas parvenues au pouvoir.

Les luttes qui ont lieu actuellement entre le FPLP et "El Fath" (combats sanglants entre ces deux organisations dans les rues d'Amman), entre les différentes tendances du Baas (Syrie et Irak) ne concernent absolument pas les masses arabes- Elle ne sont que des luttes pour le pouvoir et la domination sur le prolétariat. Comment expliquer ces luttes autrement puisque tous prétendent représenter le peuple palestinien ? En fait, les intérêts du prolétariat arabe ne sont pas dans le renversement des gouvernements pourris pour en remettre d'autres non pourris à la place; les intérêts du prolétariat arabe ne sont pas dans le changement d'une exploitation par une autre même si cette dernière se prétend révolutionnaire.

Les divergences qui existent à l'heure actuelle entre El Fath et le FPLP correspondent profondément à des intérêts impérialistes antagonistes. Si pour "El Fath", ce n'est pas très clair encore que certains pays lui apportent son soutien (Algérie, France), pour le FPLP, cela rie fait aucun doute, A l'heure actuelle, la Chine lui apporte son appui comme elle l'apporte aux extrémistes du parti Baas et aux étudiants marxistes-léninistes des pays arabes, La nécessité pour la Chine de conquérir des marchés, la nécessité pour le capital d'Etat chinois de devenir impérialiste fait que celle-ci voit dans la lutte des couches de la bourgeoisie ou plutôt de la petite bourgeoisie qui cherche à prendre le pouvoir un moyen d'assurer sa domination sur cette partie du monde. Le processus est exactement le même qui a permis à l'URSS de s'installer au Moyen-Orient, Il est peu probable qu'elle y parvienne dans la mesure où ces mouvements sont ultra-minoritaires et où la classe ouvrière arabe ne semble prête à se soulever derrière ces "représentants".

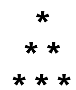
Toutes ces solutions, proposées par des cliques concurrentielles, ne sont pas des solutions pour le prolétariat du Moyen-Orient, encore moins pour les Palestiniens qui servent de "chair à canon" à ces fractions de la bourgeoisie. La "révolution" qu'on leur propose n'est pas la leur et à tous ceux qui s'engagent dans les commandos, nous ne pouvons que dire que cette lutte est inutile.

Il est d'ailleurs probable que pour la plupart, ils ne connaîtront pas cette "révolution" car ils se seront faits massacrer avant- Si l'on excepte la Chine et la France qui ne peuvent avoir qu'une influence mineure, il reste les"deux grands" Or, l'URSS, nous l'avons déjà dit, n'a aucun intérêt à voir une modification du statu quo qu'entraînerait l'action des Palestiniens, et tentera dans la mesure du possible à s'opposer à leur action. Quant aux USA, ils ont bien trop à faire avec le Viêt-Nam pour chercher autre chose qu'un soutien pur et simple à Israël qui est en position de force sur le terrain

La libération nationale de la Palestine, si elle s'effectue un jour, ne sera que l' expression, une fois encore renouvelée, des combats inter-impérialistes,

Seul, le prolétariat arabe et le prolétariat israélien, qui sont réellement constitué dans ces pays quoiqu'en disent certains, en luttant contre leurs propres bourgeoisies ou bureaucraties, feront la révolution.

Soutenir actuellement les organisations de libération de la Palestine quelles qu'elles soient, c'est faire le jeu d'une nouvelle contre-révolution qui ne fera que retarder la prise de conscience, déjà esquissée, du prolétariat du Moyen-Orient.



VIET'-NAM,

EXEMPLE DE "LIBERATION NATIONALE"

De tous côtés aujourd'hui, nous entendons crier à la solidarité avec telle ou telle "lutte héroïque" de "libération nationale". Cependant, depuis la dernière guerre mondiale un nombre considérable de pays ont réalisé leur "libération nationale" sans que pour autant il se produise un changement radical, révolutionnaire dans leur structure interne ou dans leurs relations de soumission aux grandes puissances capitalistes.
Non seulement, aucun des mouvements de "libération nationale" n'a donné naissance à une révolution prolétarienne, mais encore les grandes puissances impérialistes (USA, URSS, Chine, etc...) loin de s'affaiblir , n'ont fait que se renforcer.
La guerre du Viêt-Nam est-elle une exception ?
Nous nous proposons de démontrer qu'elle ne l'est pas et, à travers cet exemple, déterminer d'un point de vue révolutionnaire, la nature de classe des luttes délibération nationale" et ce qu'elles représentent pour le prolétariat mondial.

I

LA BASE ECONOMIQUE DE LA " LIBERATION NATIONALE "

La colonisation a fait pénétrer le mode de production capitaliste dans les pays se trouvant à un stade inférieur de développement. "Elle /la bourgeoisie/ contraint toutes les nations (...) d'adopter le mode de production bourgeois; elle les contraint d'importer chez elles ce qui s'appelle la civilisation, autrement dit, elle en fait des nations de bourgeois. En un mot elle crée un monde à son image" (Marx-Engels. "Manifeste Communiste").

La puissance dominante lance sur le nouveau marché ses produits manufacturés, et bouleverse ainsi les rapports pré-capitalistes (économie naturelle primitive) pour en substituer de nouveaux: les rapports de production capitaliste qui font surgir une bourgeoisie et une classe ouvrière locales.

La première naît comme intermédiaire du capital étranger sur le plan local sous la forme d'une bourgeoisie commerciale dont l'existence dépend de la présence et du maintien du capital étranger.

Le développement des forces productives du pays s'accompagne par la suite, de la disparition progressive d'une partie des couches pré-capitalistes et de la montée d'une bourgeoisie industrielle détentrice d'une partie du capital national.

Cette couche aura rapidement des intérêts antagonistes à ceux du capital étranger. En effet:

- La bourgeoisie nationale ne ramasse que les miettes que l'exploiteur étranger laisse derrière lui.
- L'intérêt de la bourgeoisie nationale est de développer au maximum toutes les forces de production du pays, tandis que la puissance dominante ne s'intéresse qu'aux secteurs qui lui sont directement rentables (et dans une relation subordonnée aux besoins de l'industrie de la métropole), au détriment des autres (maintien de régimes de monoculture ou d'industrie extractive, etc...).
- La bourgeoisie locale pense pouvoir subsister sans la puissance en question, et qu'il est plus profitable pour elle de choisir ses partenaires commerciaux librement.

Ainsi, l'existence d'un capital national implique nécessairement celle d'un interet capitaliste national et c'est là la base des luttes de "libération nationale".

Les représentants de ces intérêts ont changé à travers l'histoire, se présentant tantôt sous une forme, tantôt sous une autre; les mots d'ordre de la bataille eux aussi ont changé. Cependant, la nature du combat reste la même: une NATURE BOURGEOISE.

II

LES REPRESENTANTS DES INTERETS CAPITALISTES NATIONAUX BOURGEOISIE, BUREAUCRATIE

Jusqu'au début du XX° Siècle, c'est fondamentalement la bourgeoisie privée nationale détentrice d'une partie du capital local, qui a représenté les intérêts de celui-ci. C'est elle qui a entrepris les tâches de sa défense face aux puissances étrangères; c'est elle qui a réalisé les tâches d'aménagement capitaliste dans ces pays (USA, Amérique Latine, etc..). A mesure que le capitalisme à l'échelle mondiale est entré dans sa phase impérialiste de décadence, à mesure que le développement du capital devait

faire face à des contradictions et des concurrences inter-capitalistes chaque fois plus grandes à cause de la saturation mondiale des marchés, ces bourgeoisies se sont avérées de plus en plus impuissantes à faire face aux puissances étrangères et à développer le capital national.

Aussi, Trotsky pouvait-il formuler sa théorie de la Révolution Permanente selon laquelle, la bourgeoisie des pays sous-développés n'étant plus capable dans le "capitalisme pourrissant" de réaliser les tâches de la révolution bourgeoise, ce serait le prolétariat qui en prendrait la charge. Il y voyait même la base d'un processus révolutionnaire -analogue à celui qui donna naissance à la Révolution Russe de 1917- qui ferait aboutir ces révolutions, originairement bourgeoises, à des révolutions prolétariennes.

La théorie de Trotsky fut démentie par les faits. Les bourgeoisies de ces pays arriérés se sont avérées incapables de réaliser leur tâche, mais ce n'est pas le prolétariat qui s'en est chargé, sinon les couches de la petite bourgeoisie intellectuelle, fonctionnaires et technocrates.

Ces couches, privilégiées et éduquées, comprenant parfaitement les intérêts du capital national quoique ne le détenant pas, sont devenues les porteuses de l'idée du capitalisme d'Etat, seule forme d'organisation du capital qui permette de tenter de faire face aux capitaux étrangers et de contenir ou éliminer tout mouvement qui s'opposerait à ces besoins.

En effet, le capitalisme d'Etat -passage de tous les moyens de production aux mains de l'appareil étatique- permet:

- de concentrer toutes les ressources économiques du pays et de renforcer ainsi dans la mesure du possible le potentiel de production,
- de soumettre la principale ressource -la force de travail- à un contrôle total par l'encadrement d'un parti unique et de ses syndicats, organes de l'Etat (interdiction du droit de grève, interdiction de toute organisation opposée au parti au pouvoir, dictature idéologique, baisse forcée des salaires et imposition de normes de travail nécessaires aux besoins du capital national, etc...),
- de réaliser manu militari l'accumulation primitive du capital en éliminant par la force tous les secteurs de production pré-capitalistes (nationalisations des terres, élimination des petites exploitations et de l'artisanat).

Toutes ces conditions sont nécessaires pour le renforcement du capital national.

Pourquoi est-ce cette couche de la petite bourgeoisie qui devient la championne du capitalisme d'Etat ? D'une part, elle n'a aucun intérêt au maintien du statu quo, n'ayant aucun avenir du fait de la stagnation économique du pays. D'autre part, indispensable à la marche du pays, elle est parfaitement consciente du retard de son pays comme du degré de pourriture et corruption des dirigeants qu'elle sert; dirigeants, qui, trop liés

au capital étranger, ne peuvent que négliger les intérêts de l'économie nationale.

Ces couches, condamnées à rester les serviteurs des cliques corrompues au pouvoir, voient dans le CAPITALISME D'ETAT le moyen de déplacer celles-ci pour se mettre à leur place. En effet, technocrates et bureaucrates par définition trouvent leur intérêt, comme couche sociale, dans l'établissement d'un système dans lequel le pouvoir politique ET économique est aux mains de l'Etat, c'est-à-dire d'eux-mêmes. C'est pourquoi leur lutte est toujours celle pour les nationalisations, le renforcement absolu de l'appareil étatique, et la prise du pouvoir par un parti unique, le leur, "celui qui a fait la révolution".

Les intérêts du capital national sont ainsi représentés par deux couches capitalistes, correspondant à des périodes historiques différentes:

- une fraction de la bourgeoisie privée nationale,
- la bureaucratie, une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle, technocrate, fonctionnaire.

Ainsi, dans la Guerre du Viêt-Nam, on trouve au sein du Front National de Liberation ces deux fractions alliés en lutte contre l'emprise des USA.

LE F.N.L.

Il persiste encore à l'heure actuelle des fractions de la bourgeoisie privée qui tentent d'échapper à l'emprise du capital étranger. Ainsi, on trouve au sein du FNL vietnamien une fraction luttant contre les USA sans désirer pour autant l'instauration d'un régime de capitalisme d'Etat, style Viêt-Nam du Nord (RDVN) qui l'exproprierait. Tran Bau Kiem, chef de la délégation du FNL aux conversations de Paris, déclarait récemment dans une interview donnée au Nouvel Observateur: "Je suis d'abord secrétaire général du Parti Démocrate dont les membres appartiennent surtout aux milieux aisés. Il comprend beaucoup de commerçants, d'intellectuels, d'industriels. Dire que vouloir libérer son pays de l'emprise colonialiste ou néo-colonialiste c'est être marxiste, c'est un abus de langage".

La présence de cette fraction ayant des interêts privés explique le caractère bourgeois traditionnel du Programme du Front, réclamant entre autres la protection du droit de propriété privée.

Cependant, ces fractions de la bourgeoisie privée restent assez réduites et leur champ de manoeuvres est étroit; à l'intérieur du pays, elles s'opposent aux "valets de l'impérialisme américain", c'est-à-dire au gouvernement en place Son seul allié reste donc le régime du Nord sous l'emprise duquel elle ne veut pas non plus tomber; c'est pourquoi cette couche est aujourd'hui de plus en plus amenée à composer avec les USA. Sa subsistance en tant

que couche sociale sera déterminée non pas par les combats livrés sur le champ de bataille, mais par le règlement international du conflit qui réglera le futur statu quo du Sud-Viet-Nam.

La lutte de cette bourgeoisie est aujourd'hui désespérée dans la mesure où il n'y a aucune possibilité réelle qu'elle se libère des USA sans tomber sous les coups d'un régime bureaucratique capitaliste d'Etat (dit "communiste") qui l'éliminera.

LA BUREAUCRATIE

Cette couche dont l'existence comme classe n'est pas liée à la propriété privée du capital mais à la fonction qu'elle va exercer est la couche la plus dynamique. Mais seule elle ne représente aucun poids dans le jeu des forces en présence. Ainsi, elle cherchera sur le plan national aussi bien que sur le plan international tout appui susceptible de l'aider dans la réalisation de ses aspirations.

Sur le plan national:

- Tout d'abord, la bureaucratie cherchera un soutien dans la population. La mobilisation de la population contre l'impérialisme étranger est facilement réalisable car dans ces pays, l'ingérence du capital étranger apparaît comme la cause de tous les maux. Mettant de côté la lutte de classe, la mobilisation se fera sur un critère de nationalité et ainsi prolétaires et bourgeois sont appelés au combat sans distinction. Dans cette optique, sont créés de larges fronts nationaux; ainsi, le Comité Central du Parti Communist indochinois crée en Mai 1941 le Viet-Minh ayant pour but de : "réunir TOUS LES PATRIOTES sans distinction de fortune, d'âge, de sexe, de religion ou d'opinion politique pour travailler ensemble à la libération de notre peuple, et au SALUT DE NOTRE NATION" ("Les Grandes Dates de la Classe Ouvrière"/sic/publié par Hanoï. Cité dans Ho Chi Minh de Lacouture).
- La bureaucratie s'alliera avec tous les partis susceptibles de l'aider à un moment donné, quitte à les éliminer par la suite. C'est ainsi que le Parti Communiste Indochinois a présenté des candidats en commun avec le Parti Trotskyste en 1933 et même jusqu'en 1937 aux élections du Conseil colonial pour que seulement deux ans plus tard, dans vin rapport d'Ho Chi Minh, la ligne d'action soit: "vis à vis des trotskystes; point d'alliance, point de concessions. Il faut à tout prix démasquer leur rôle d'hommes de main des fascistes". "En Août 1945, Ta Tu Thau, un des dirigeants du Parti Trotskyste, lance le mot d'ordre pour l'établissement de Conseils Ouvriers et paysans à la place du règne Viet-Minh. Il est arrêté, "jugé" devant les Comités du "peuple" et déclaré trois fois innocent. Il semblait peu utile de préparer un quatrième jugement et ainsi, il fut fusillé quelques jours après son troisième acquittement" (Raconté par Solidarity. Brochure "The rape of Viêt-Nam par Bob Potter). (l)

(l) Solidarity c/o H. Russel. 53 A Westmoreland Road. Bromley. Kent. GB.

- Un autre exemple des alliances de la bureaucratie est donné lorsqu'au Printemps 1943, Ho Chi Minh se trouve à la tête du Dong Minh Hoi, organisation regroupant les différents partis nationalistes vietnamiens et financée à raison de 100000 $ c. par mois par la Chine de Chiang Kai Chek; un an plus tard, en Mars 1944, Ho Chi Minh obtiendra un portefeuille ministériel dans un "gouvernement provisoire" regroupant ces différents partis nationalistes et ayant pour programme l'indépendance du Viêt-Nam avec l'aide du Kuomintang. Cette alliance éphémère sera rejetée dès l'instant où la bureaucratie se sent assez forte pour créer son propre gouvernement, ce qui est fait en Août 1945 par la création du "Comité Viêt-Nam de Libération du Peuple" (sur 14 membres, 11 appartiennent ou au Viet-Minh).

Ainsi, de proche en proche, la bureaucratie éliminera ses ennemis (après en avoir tiré le maximum) pour rester seule au pouvoir.

Quelle est la nature de ce pouvoir ? De toutes parts, on nous parle de la "révolution" vietnamienne, du "combat héroïque" contre l'impérialisme américain; partout, on s'ennivre d'une phraséologie révolutionnaire et on semble oublier les faits concrets: où va mener le combat ? quelle est la nature du régime du Nord Viêt-Nam ? quel est l'acquis de ce prolétariat au nom duquel la bureaucratie mène sa lutte ?

LA R.D.V.N.

La proclamation en Septembre 1945 de la République Démocratique du Viêt-Nam consacre la réalisation de l'indépendance vietnamienne vis-à-vis du colonialisme français et l'aboutissement de la "révolution" vietnamienne. Cependant, le pouvoir qui est établi n'a de révolutionnaire ou prolétarien que le nom.

L'Etat n'y a pas été brisé: maintien de la structure étatique bourgeoise, avec un Président de la République, un Président du Conseil, un Conseil des Ministres, 16 Ministères, etc... (cf. Constitution Nord-Vietnamienne de 1960). Ce ne sont que les dirigeants qui ont changé: à la place de l'ancien empereur Bao Dai et de l'administration française, c'est une bureaucratie qui s'installe.

A la place de la bourgeoisie privée ou des entreprises étrangères qui étaient les exploiteurs d'autrefois, nous avons aujourd'hui la machine d'Etat qui "dirige les activités économiques d'après un plan unifié. L'Etat s'appuie sur les organismes gouvernementaux, sur les organisations syndicales, sur les coopératives et sur toutes les autres organisations de travailleurs pour édifier et réaliser le plan économique". (Constitution de la RDVN de 1960. Chap II. Art. 10).

Le prolétariat subit toujours la même exploitation. Rien n'est changé pour lui sinon le maître qui l'exploite. (La grève elle-même est interdite et l'appareil syndical a pour but essentiel l'accroissement de la productivité et du rendement économique).

Mais, nous dira-t-on, ces formes de propriété sont "des formes de propriété de caractère étatique, c'est-à-dire du peuple entier". Alors comment expliquer un mouvement de révolte tel que le soulèvement paysan de Novembre 1956 contre la "réforme agraire" établie par le gouvernement et approuvée par le Parti des travailleurs (Lao Dong) et qui est écrasée dans le sang ? (l).

Or. pourra encore objecter qu'il y a quand même un progrès signalé par des réalisations dans les domaines sanitaire ou de l'enseignement. Même si cela était vrai, ce n'est pas le critère de la nature de classe d'un Etat car ce ne sont là que les tâches les plus élémentaires de tout régime bourgeois.

La lutte du FNL comme celle du Viet-Minh sont celles de la bourgeoisie et bureaucratie locales pour renforcer leur système, pour poursuivre l'exploitation des travailleurs vietnamiens.

Voir dans ces luttes, où le prolétariat n'intervient que comme "chair à canon" du capital national, où tout soulèvement paysan ou ouvrier contre le régime d'exploitation doit être systématiquement écrasé par les armes, voir dans ces luttes quelque chose de prolétarien ou de révolutionnaire, c'est se mettre ouvertement du côté de la bureaucratie et de la bourgeoisie contre le prolétariat vietnamien.

Mais, s'il est clair que tant la RDVN que le FNL n'ont rien à voir ni avec le prolétariat ni avec le socialisme, peut-on au moins penser -comme le font certains- que la libération du Viêt-Nam de l'emprise américaine est un moment nécessaire de la lutte pour la révolution prolétarienne au Viêt-Nam.

(l) La paysannerie particulièrement sensible à la promesse de "réforme agraire" se laisse mystifier par les protagonistes du capitalisme d'Etat ("la terre à ceux qui là travaillent").

Cependant, la répartition en petites propriétés n'étant pas rentable, la bureaucratie est par la suite amenée à exproprier ces mêmes paysans pour réaliser de grandes exploitations industrialisées.

Cette réforme agraire n'est que l'intégration forcée de paysans dans le système capitaliste, ce qui provoque des révoltes dans cette couche.

III

LA " LIBERATION NATIONALE " EST-ELLE UNE ETAPE NECESSAIRE, UN PAS EN AVANT VERS LA REVOLUTION SOCIALISTE ?

La "libération nationale" ou plutôt la constitution de nouvelles nations a pu être un pas en avant à l'époque de la formation des premières nations bourgeoises, au temps où cela constituait une condition fondamentale pour le développement du capitalisme naissant (Ainsi, Marx soutient la création d'unités économiques indépendantes telles que la Pologne). La formation de ces nations était alors une étape indispensable dans le. développement des forces productives et du prolétariat pour la réalisation des conditions nécessaires à l'avènement du socialisme.

Aujourd'hui, la situation est tout autre: le capitalisme s'est développé jusqu'au maximum de ses possibilités et la révolution est à l'ordre du jour depuis des décades. Capitalisme est devenu synonyme de barbarie et de misère. Aujourd'hui, ce n'est plus la formation de nouvelles entités nationales qui peut être un "pas en avant" mais tout au contraire l'élimination de^ cadres nationaux bourgeois.

Au Viêt-Nam, comme partout dans le monde, e'est la REVOLUTION PROLETARIENNE qui est à l'ordre du jour, et non quelque autre mouvement bourgeois sous forme bureaucratique.

Les conditions "matérielles" -développement des forces productives- sont remplies à l'échelle mondiale et -comme la polémique des bolchéviks contre les menchéviks le démontra, en 1917- c'est seulement si elles le sont à cette échelle qu'on peut dire qu'elles le sont pour chaque pays.

Quant aux conditions d'existence d'un prolétariat suffisamment développé et concentré, il suffit de rappeler les grèves de 1928 (!) au Viêt-Nam: "La classe ouvrière encore peu nombreuse commence à faire figure de force politique. Elle constitue déjà des foyers assez denses dans les zones industrialisées (...). Déjà, les grèves manifestaient ici et là le mécontentement et l'organisation du prolétariat. En Février 1928, aux Brasseries et Glacières d'Indochine (Saîgon), en Mars, à la réffinerie de pétrole de Haîphong, en Avril, à la plantation d'hévéas de Tay Ninh en Cochinchine, en Mai à la cimenterie de Haïphong, en Octobre, parmi les "pousse-pousse" de Hanoi, en Novembre, à la filature de Nam Dinh. Et en 1929, ce seront les grèves des cheminots de Vinh, celles de l'usine Aviat de Hanoî." (Dans Ho Chi Minh de Lacouture). Or ceci se passait en 1928-29. Qu'on ne vienne donc pas nous dire 40 ans plus tard qu'il faut la "libération nationale" du Viêt-Nam pour que le prolétariat se développe et puisse lutter contre le capitalisme.

MAIS FAUT-IL APPUYER CETTE LUTTE
PARCE QU'ELLE AFFAIBLIT L'IMPERIALISME AMERICAIN ?

C'est une vieille illusion que de croire que les "libérations nationales" affaiblissent l'"impérialisme". Depuis la 1° Guerre Mondiale, des dizaines de pays ont obtenu leur indépendance ... AVEC L'AIDE DES GRANDES PUISSANCES CAPITALISTES. Celles-ci ont même créé un organisme spécial pour cette tâche.: l'Organisation des Nations Unies. C'est qu'en général, l'accès à l'indépendance d'une colonie se traduit pour la puissance dominante par la libération des immenses charges d'administration bureaucratique et l'ouverture pour elle, d'un nouveau marché de biens d'équipement (voir par exemple les relations de la France avec l'Algérie indépendante).

Mais quand bien même cette "libération nationale" serait autre chose qu'un simple accès au rang de "pays souverain" et permettrait le dégagement du pays de la zone d'influence de la puissance qui le dominait, ce n'est - et ça ne peut être - que pour tomber dans la zone d'influence d'une autre puissance.

A une époque où chaque marché devient une question de vie ou de mort pour chaque fraction du capital mondial, où le monde est partagé en zones d'influence strictes sous la dépendance des grandes puissances impérialistes, où la politique internationale n'est que la suite des luttes entre ces puissances pour s'arracher quelques kilomètres d'influence, c'est se faire les plus tendres illusions que s'imaginer qu'un petit pays qui a subi pendant des siècles la domination d'une puissance étrangère, dont l'économie est toute structurée en fonction de cette dépendance, peut tout d'un coup se libérer de cette puissance sans tomber immédiatement sous la coupe d'une autre concurrente.

Non seulement, il ne peut pas éviter cette rechute dans un autre camp, mais il a besoin de l'aide de cet autre camp pour pouvoir se dégager de l'ancienne puissance.

Ainsi, depuis la veille de la 1° Guerre Mondiale, les luttes de "libération nationale" sont devenues un simple moyen de lutte entre les différentes puissances.

Les illustrations de cette règle générale sont aussi nombreuses que les "libérations nationales" elles-mêmes: lutte d'indépendance des pays balkans à la veille de la Guerre de 1914-1918; les USA qui deviennent avec Wilson en 1918 les champions du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes"; la libération de l'Argentine de l'influence anglo-allemande pour tomber sous celle des USA; le dégagement de l'Egypte de l'influence anglaise pour tomber dans celle de l'URSS; Cuba; etc... etc...

Mais l'exemple le plus clair, le plus typique est sans doute CELUI DU VIET-NAM. C'est d'abord la Chine de Chiang Kai Chek avec l'aide des USA qui est l'arsenal du Viet-Minh contre la puissance japonaise puis contre la France, Après 1949, la Russie et la Chine de Mao prirent le relai contre la France et les USA. Aujourd'hui, le Viêt-Nam du Sud ne peut se libérer des USA qu'en tombant dans le camp de l'URSS ou de la Chine.

Ainsi depuis trente ans, le Viêt-Nam reste le champ de bataille des différentes puissances impérialistes.

Aujourd'hui pour les USA, cette guerre fait partie de sa politique menée depuis la guerre de Corée et qui consiste à empêcher coûte que coûte l'expansion chinoise et par là même sauvegarder *es intérêts dans le Sud-Est asiatique. Comme le signalait déjà "The Economist" en Janvier 1965» "Pour les USA, quitter le viet-Nam signifierait abandonner le Sud-Est asiatique à l'hégémonie chinoise, impliquerait l'isolement de l'Inde, et symboliserait la fin des essais américains pour mener en Asie la même politique de "containment" qui a réussi à empêcher l'expansion de la Russie en Europe Occidentale".

Pour la Chine, ce pays est un pion dans sa politique d'expansion à tout prix. Obligé de rompre le cercle que lui imposent l'URSS et les USA, ne pouvant lutter à la fois sur les deux fronts, la Chine semble être obligée de choisir un ennemi numéro 1. Ainsi, en même temps qu'elle renforce ses lignes militaires sur sa frontière septentrionale avec l'URSS, qu'elle accentue ses attaques contre le "révisionnisme soviétique" (devenu soudain capitaliste et "social-impérialiste"), elle propose un accord de coexistence pacifique aux USA. Quant au Viêt-Nam, il semblerait que la Chine soit prête à lui faire jouer le même rôle que lui firent jouer les russes aux accords de Genève en 1954: celui de monnaie d'échange -d'un geste de "bonne volonté"- contre un accord militaire.

Ce n'est là qu'une HYPOTHESE qui permettrait d'expliquer la politique récente de la Chine. Mais ce qui est certain, c'est que la guerre du Viêt-Nam n'est qu'un MOMENT, UN INSTRUMENT DE LA LUTTE ENTRE LES PUISSANCES.

C'est pourquoi, le Viêt-Nam ne peut se libérer aujourd'hui de l'emprise américaine que pour tomber sous celle d'un autre bloc. C'est pourquoi, si jamais cette "libération" se réalisait, elle "N'AFFAIBLIRAIT L'IMPERIALISME AMERICAIN" QU'EN RENFORÇANT L'IMPERIALISME RUSSE OU CHINOIS. Quant à 1 '.Impérialisme mondial, rien ne serait changé. Appuyer la guerre du Viêt-Nam pour affaiblir l'impérialisme américain, c'est donc appuyer le massacre des travailleurs vietnamiens et américains pour les intérêts du capital chinois ou russe.

Non, le prolétariat n'a rien à gagner mais tout à perdre dans cette guerre qui se fait à ses dépens . Celle-ci s'inscrit pour le prolétariat mondial au même rang que les boucheries impérialistes de 1914 et 1939. La révolution au Viêt-Nam ne passe ni par le FNL, ni par l'une quelconque des parties capitalistes en guerre. Elle commencera au contraire le jour où les TRAVAILLEURS VIETNAMIENS RETOURNERONT LEURS ARMES CONTRE CEUX QUI LES MENENT AUJOURD'HUI AU MASSACRE INTER-IMPERIALISTE.

*

\# *

* * *

COMPRENDRE MAI

Les évènements de Mai 1968 ont eu comme conséquence de susciter une activité littéraire exceptionnellement abondante. Livres, brochures, recueils de toutes sortes se sont succédés à une cadence accélérée et à des tirages fort élevés. Les maisons d'édition -toujours à l'affût de "gadgets" à la mode- se sont bousculées pour exploiter à fond l'immense interet soulevé dans les masses par tout ce qui touche à ces évènements. Pour cela, ils ont trouvé, sans difficultés, journalistes, publicistes, professeurs, intellectuels, artistes, hommes de lettres, photographes de toutes sortes, qui, comme chacun sait, abondent dans ce pays et qui sont toujours à la recherche d'un bon sujet bien commercial.

On ne peut pas ne pas avoir un haut-le-coeur devant cette récupération effrénée.

Cependant, dans la masse des combattants de Mai, l'intérêt éveillé au cours de la lutte même, loin de cesser avec les combats de rue, n'a fait que s'amplifier et s'approfondir. La recherche, la discussion, la confrontation se poursuivent. Pour n'avoir pas été des spectateurs ni des contestataires d'occasion, pour s'être trouvés brusquement engagés dans des combats d'une portée historique, ces masses, revenues de leur propre surprise, ne peuvent pas ne pas s'intérroger sur les racines profondes de cette explosion sociale qui était leur propre ouvrage, sur sa signification, sur les perspectives que cette explosion a ouvertes dans un futur à la fois immédiat et lointain. Les masses essaient de comprendre, de prendre conscience de leur propre action.

De ce fait, nous croyons pouvoir dire que c'est rarement dans les livres publiés à profusion que nous pouvons trouver le reflet de cette inquiétude et des intérrogation de la part des gens. Elles apparaissent plutôt dans les petites publications, les revues souvent éphémères, les papiers ronéotés de toutes sortes de groupes, de comités d'action de quartiers et d'usines qui ont survécu depuis Mai, dans leurs réunions, au travers de discussions souvent et inévitablement confuses. Au travers et en dépit de cette confusion, se poursuit néanmoins un travail sérieux de clarification des problèmes soulevés par Mai.

Après plusieurs mois d'éclipse et de silence, probablement consacrés à l'élaboration de ses travaux, vient d'intervenir dans ce débat le groupe de l'"Internationale Situationniste", en publiant un livre chez Gallimard: "Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations".

On était en droit d'attendre de la part d'un groupe qui a effectivement pris une part active dans les combats, une contribution approfondie à l'analyse de la signification de Mai, et cela d'autant plus que le temps de recul de plusieurs mois offrait des possibilités meilleures. On était en droit d'émettre des exigences et on doit constater que le livre ne répond pas à ses promesses. Mis à part le vocabulaire qui leur est propre: "spectacle-société de consommation-critique de la vie quotidienne- etc...", on peut déplorer que pour leur livre, les situationnistes aient allègrement cédé au goût du jour, se complaisant à le farcir de photos, d'images et de bandes de comics.

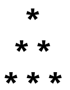
On peut penser ce que l'on veut des comics comme moyen pour la propagande et l'agitation révolutionnaire. On sait que les situationnistes sont particulièrement friands de cette forme d'expression que sont les comics et les bulles. Ils prétendent même avoir découvert dans le ''détournement", l'arme moderne (?) de la propagande subversive, et voient en cela le signe distinctif de leur supériorité par rapport aux autres groupes qui en sont restés aux méthodes "surrannées" de la presse révolutionnaire "traditionnelle", aux articles "fastidieux" et aux tracts ronéotés.

Il y a assurément du vrai dans la constatation que les articles de la presse des groupuscules sont souvent rébarbatifs, longs et ennuyeux. Cependant, cette constatation ne saurait devenir un argument pour une activité de divertissement. Le capitalisme se charge amplement de cette besogne qui consiste à découvrir sans cesse toutes sortes de "divertissements" pour les ouvriers; la presse, le cinéma, toutes sortes d'activités culturelles (sic) pour les jeunes, les loisirs organisés et surtout les sports. Ce n'est pas seulement une question de contenu mais aussi une méthode appropriée qui correspond à un but bien précis: le détournement de la réflexion.

La classe ouvrière n'a pas besoin d'être divertie. Elle a surtout besoin de comprendre et de penser. Les comics, les mots d'esprit et les jeux de mots leur sont d'un piètre usage. On adopte d'une part pour soi un langage philosophique, une terminologie particulièrement recherchée, obscure et ésotérique, réservée aux "penseurs intellectuels", d'autre part,pour la grande masse infantile des ouvriers, quelques images accompagnées de phrases simples, cela suffit amplement.

Il faut se garder, quand on dénonce partout le spectacle, de ne pas tomber soi-même dans le spectaculaire. Malheureusement, c'est un peu par là que pèche le livre sur Mai en question. Un autre trait caractéristique du livre est son aspect descriptif des évènements au jour le jour,alors qu'une analyse les situant dans un contexte historique et dégageant leur profonde signification eut été nécessaire. Remarquons encore que c'est surtout l'action des enragés et des situationnistes qui est décrite plutôt que les évènements eux-mêmes -comme d'ailleurs l'annonce le titre. En rehaussant hors mesure le rôle joué par telle personnalité des enragés, en faisant un véritable panégyrique de soi, on a l'impression que ce n'est pas eux qui étaient

dans le mouvement des occupations, mais que c'est le mouvement de Mai qui était là pour mettre en relief la haute valeur révolutionnaire des enragés et des situationnistes. Une personne n'ayant pas vécu, ignorant tout de Mai et se documentant au travers de ce livre, se ferait une curieuse idée de ce que ce fut. A les en croire, les situationnistes auraient occupé une place prépondérante, et cela dès le début, dans les évènements, ce qui révèle une bonne dose d'imagination et est vraiment "prendre ses désirs pour la réalité". Ramenée à ses justes proportions, la place occupée par les situationnistes a été sûrement inférieure à celle de nombreux autres groupes et groupuscules, en tout cas pas supérieure. Au lieu de soumettre à la critique le comportement, les idées, les positions des autres groupes -ce qui aurait été intéressant mais qu'ils ne font pas- minimiser* ou encore passer sous silence l'activité et le rôle des autres est un procédé douteux pour faire ressortir sa propre grandeur, et ne mène pas à grand chose.



Le livre (ou ce qu'il en reste, déduction faite des bandes dessinées, photos, chansons, inscriptions murales et autres reproductions) débute par une constatation généralement juste: Mai avait surpris un peu tout le monde et en particulier les groupes révolutionnaires ou prétendus tels. Tous les groupes et courants, sauf évidemment les situationnistes qui, eux, "savaient et montraient la possibilité et l'imminence d'un nouveau départ de la révolution". Pour le groupe des situationnistes, grâce à "la critique révolutionnaire qui ramène au mouvement pratique sa propre théorie, déduite de lui et portée à la cohérence qu'il poursuit, certainement rien n'était plus prévisible, rien n'était plus prévu, que la nouvelle époque de lutte des classes.

On sait depuis longtemps qu'il n'existe aucun code contre la présomption et la prétention, manie fort répandue dans le mouvement révolutionnaire -surtout depuis le "triomphe" du léninisme- et dont le bordiguisme est une manifestation exemplaire; aussi ne disputerons-nous pas cette prétention aux situationnistes et nous contenterons-nous simplement d'en prendre acte en haussant les épaules pour seulement chercher à savoir: où et quand, et sur la base de quelles données, les situationnistes ont-ils prévu les évènements de Mai ? Quand ils affirment qu'ils avaient "depuis des années très exacte-

----

* Voir dans les pages 179 à 181 avec quel dédain et combien superficiellement, ils font la "critique" des autres groupes "conseillistes".

ment prévu l'explosion actuelle et ses suites", ils confondent visiblement une affirmation générale avec une analyse précise du moment. Depuis plus de cent cinquante ans, depuis qu'existe un mouvement révolutionnaire du prolétariat, existe la "prévision" qu'un jour inévitablement surviendra l'explosion révolutionnaire. Pour un groupe qui prétend non seulement avoir une théorie cohérente, mais encore "ramener sa critique révolutionnaire au mouvement pratique", une prévision de ce genre est largement insuffisante. Pour ne pas rester une simple phrase rhétorique, "ramener sa critique au mouvement pratique" doit signifier l'analyse de la situation concrète, de ses limites et de ses possibilités réelles. Cette analyse, les situationnistes ne l'ont pas faite avant et, si nous jugeons d'après leur livre, ne la font pas encore maintenant; car quand ils parlent d'une nouvelle période de reprise des luttes révolutionnaires, leur démonstration se réfère toujours à des généralités abstraites. Et même quand ils se réfèrent aux luttes de ces dernières années, ils ne font rien d'autre que constater un fait empirique. Par elle seule, cette constatation ne va pas au delà du témoignage de la continuité de la lutte des classes et n'indique pas le sens de son évolution, ni de la possibilité de déboucher et d'inaugurer une période historique de luttes révolutionnaires surtout à l'échelle internationale, comme peut et doit l'être une révolution socialiste. Même une explosion d'une signification révolutionnaire aussi formidable que la Commune de Paris ne signifiait pas l'ouverture d'une ère révolutionnaire dans l'histoire, puisqu'au contraire elle a été suivie d'une longue période de stabilisation et d'épanouissement du capitalisme, entraînant, comme conséquence, le mouvement ouvrier vers le réformisme.

A moins de considérer comme les anarchistes, que tout est toujours possible et qu'ils suffit de vouloir pour pouvoir, nous sommes appelés à comprendre que le mouvement ouvrier ne suit pas une courbe continuellement ascendante mais est fait de périodes de montées et de périodes de reculs, et est déterminé objectivement et en premier lieu par l'état du développement du capitalisme et des contradictions inhérentes à ce système.

L'I.S. définit l'actualité comme "le retour présent de la révolution". Sur quoi fonde-t-elle cette définition ? Voici son explication:

1/ "La théorie critique élaborée et répandue par l'I.S. constatait aisément (...) que le prolétariat n'était pas aboli" (c'est heureux vraiment que l'I.S. constate "aisément" ce que tous les ouvriers et tous les révolutionnaires savaient sans recours nécessaire à l'I.S.).

2/ "... que le capitalisme continuait à développer ses alinéations" (qui s'en serait douté ?).

3/ "... que partout où existe cet antagonisme (comme si cet antagonisme pouvait dans le capitalisme ne pas exister partout) la question sociale posée depuis plus d'un siècle demeure" (en voila une découverte !).

4/ "... que cet antagonisme existe sur toute la surface de la planète" (encore une découverte !).

5/ " L'I.S. explique l'approfondissement et la concentration des aliénations par le retard de la révolution" (évidence...).

6/ "Ce retard découle manifestement de la défaite internationale du prolétariat depuis la contre-révolution russe" (voila encore une vérité proclamée par les révolutionnaires depuis 40 ans au moins).

7/ En outre "l'I.S. savait bien (...) que l'émancipation des travailleurs se heurtait partout et toujours aux organisations bureaucratiques".

8/ Les situationnistes constatent que la falsification permanente nécessaire à la survie de ces appareils bureaucratiques, était une pièce maîtresse de la falsification généralisée dans la société moderne.

9/ Enfin "ils avaient aussi reconnu et s'étaient employés à rejoindre les nouvelles formes (?) de subversion dont les premiers signes s'accumulaient".

10/ Et voila pourquoi "ainsi les situationnistes savaient et montraient la possibilité et l'imminence d'un nouveau départ de la révolution".

Nous avons reproduit ces longs extraits afin de montrer le plus exactement possible ce que les situationnistes d'après leur propre dire "savaient".

Comme on peut le voir, ce savoir se réduit à des généralités que connaissent depuis longtemps des milliers et des milliers de révolutionnaires, et ces généralités, si elles suffisent pour l'affirmation du projet révolutionnaire, ne contiennent rien qui puisse être considéré comme une démons tration de "l'imminence d'un nouveau départ de la révolution". La "théorie élaborée" des situationnistes se réduit donc à une simple profession de foi et rien de plus.

C'est que la Révolution Socialiste et son imminence ne sauraient se déduire de quelques "découvertes" verbales comme la société de consommation, le spectacle, la vie quotidienne, qui désignent avec de nouveaux mots les notions connues de la société capitaliste d'exploitation des masses travailleuses, avec tout ce que cela comporte, dans tous les domaines de la vie sociale, de déformations et d'aliénations humaines.

En admettant que nous nous trouvions devant un nouveau départ de la révolution, comment expliquer d'après l'I.S. qu'il ait fallu attendre JUSTE LE TEMPS qui nous sépare de la victoire de la contre-révolution russe disons: 50 ans. Pourquoi pas 30 ou 70 ? De deux choses l'une: ou la reprise du cours révolutionnaire est déterminée fondamentalement pa** les conditions objectives, et alors il faut les expliciter -ce que l'I.S. ne fait pas- ou bien cette reprise est uniquement le fait d'une volonté subjective s'accumulant et s'affirmant un beau jour, et elle ne pourrait alors être que constatable mais non prévisible puisqu'aucun critère ne saurait d'avance fixer son degré de maturation.

Dans ces conditions, la prévision dont se targue l'I.S. tiendrait davantage d'un don de devin que d'un savoir. Quand Trotsky écrivait en 1936 "La révolution a commencé en France", il se trompait assurément, néanmoins son affirmation reposait sur une analyse autrement sérieuse que celle de l'I.S. puisqu'elle se référait à des données telles que la crise économique qui secouait le ‘monde entier. Par contre la "prévision" juste de

l'I.S. s'apparenterait plutôt aux affirmations de Molotov inaugurant la fameuse troisième période de l'I.C, (internationale Communiste) au début de 1929, annonçant la grande nouvelle que le monde est entré avec les deux pieds dans la période révolutionnaire. La parenté entre les deux consiste dans la gratuité de leurs affirmations respectives. L'erreur de Trotsky a été de croire que les conditions objectives, dont l'étude est effectivement indispensable comme point de départ de toute analyse sur une période donnée, suffisent à déterminer le caractère révolutionnaire ou non des luttes de cette période; et c'est ainsi que; s'appuyant sur la crise économique mondiale de 1929, il croit pouvoir annoncer l'imminence de la révolution. L'I.S. par contre croit suffisant d'ignorer et de vouloir ignorer tout ce qui se rapporte à l'idée même d'une condition objective et nécessaire, d'où son aversion profonde pour ce qui concerne les analyses économiques de la société capitaliste moderne.

Toute l'attention se trouve ainsi dirigée vers les manifestations les plus apparentes des aliénations sociales, et on néglige de voir les sources qui leur donnent naissance et les nourrissent. Nous devons réaffirmer qu'une telle critique, qui porte essentiellement sur les manifestations superficielles, aussi radicale soit-elle, restera forcément circonscrite, limitée, tant en théorie qu'en pratique.

*
* *
* * *

Le capitalisme produit nécessairement les aliénations qui lui sont propres dans son existence et pour sa survie, et ce n'est pas dans leur manifestation que se rencontre le moteur de son dépérissement. Tant que le capitalisme dans ses racines, c'est-à-dire comme système économique, reste viable, aucune volonté ne saurait le détruire.

"JAMAIS UNE SOCIETE N'EXPIRE AVANT QUE SOIENT DEVELOPPEES TOUTES LES FORCES PRODUCTIVES QU'ELLE EST ASSEZ LARGE POUR CONTENIR" (Marx. "Avant-Propos à la Critique de l'Economie Politique").

C'est donc dans ces racines que la critique théorique radicale doit déceler les possibilités de son dépassement révolutionnaire.

"A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production. .. Alors commence une ère de révolution sociale" (Marx. Idem).

Cette collision dont parle Marx, se manifeste par des bouleversements économiques, comme les crises, les guerres impérialistes et les convulsions sociales. Tous les penseurs marxistes ont insisté sur le fait que pour qu'on

puisse parler d'une période révolutionnaire, "il ne suffit pas que les ouvriers ne veulent plus, il faut encore que les capitalistes ne puissent plus continuer comme auparavant". Et voila l'I.S. qui se prétend être quasiment l'unique expression théorique organisée de la pratique révolutionnaire d'aujourd'hui, qui bataille exactement dans le sens contraire. Les rares fois où surmontant son aversion, elle aborde dans le livre les sujets économiques, c'est pour démontrer que le nouveau départ de la révolution s'opère non seulement indépendamment des fondations économiques de la société mais encore dans un capitalisme économiquement florissant. •'On ne pouvait observer aucune tendance à la crise économique (P. 25)... L'éruption révolutionnaire n'est pas venue d'une crise économique ... ce qui a été attaqué de front en Mai, c'est l'économie capitaliste FONCTIONNANT BIEN" (souligné dans le texte p. 209).

Ce qu'on s'acharne à démontrer évidemment ici, est que la crise révolutionnaire et la situation économique de la société sont deux choses complètement séparées, pouvant évoluer et évoluant en fait chacune dans un sens qui lui est propre, sans relation entre elles. On croit pouvoir appuyer cette "grande découverte" théorique dans les faits, et on s'écrie triomphalement: "ON NE POUVAIT OBSERVER AUCUNE TENDANCE A LA "CRISE" ECONOMIQUE" ! !

Aucune tendance ? Vraiment ?

Fin 1967, la situation économique en France commence à donner des signes de détérioration. Le chômage menaçant commence à préoccuper chaque jour davantage. Au début de 1968, le nombre des chômeurs complets dépasse les 500 000. Ce n'est plus un phénomène lofai, il atteint toutes les régions. A Paris, le nombre des chômeurs croît lentement mais constamment. La presse se remplit d'articles traitant gravement de la hantise du désemploi dans divers milieux. Le chômage partiel s'installe dans beaucoup d'usines et provoque des réactions parmi les ouvriers. Plusieurs grèves sporadiques ont la question du maintien de l'emploi et du plein emploi pour cause directe. Ce sont surtout les jeunes qui sont touchés en premier lieu et qui ne parviennent pas à s'intégrer dans la production. La récession dans l'emploi tombe d'autant plus mal que se présente sur le marché du travail cette génération de l'explosion démographique qui a suivi immédiatement la fin de la II° Guerre Mondiale. Un sentiment d'insécurité du lendemain se développe parmi les ouvriers et surtout parmi les jeunes. Ce sentiment est d'autant plus vif qu'il était pratiquement inconnu des ouvriers en France depuis la guerre.

Concurremment, avec le désemploi et sous sa pression directe, les salaires tendent à baisser et le niveau de vie des masses se détériore. Le gouvernement et le patronat profitent naturellement de cette situation pour attaquer et aggraver les conditions de vie et de travail des ouvriers (voir par exemple les décrets sur la Sécurité Sociale).

De plus en plus, les masses sentent que c'en est fini de la belle prospérité. L'indifférence et le je-m'en-foutisme, si caractéristiques et tant décriés des ouvriers, au long des derniers 10-15 ans, cèdent la place à une inquiétude sourde et grandissante.

Il est assurément moins aisé d'observer cette lente montée de l'inquiétude et du mécontentement chez les ouvriers, que des actions spectaculaires dans une faculté. Cependant, on ne peut continuer à l'ignorer après l'explosion de Mai, à moins de croire que 10 millions d'ouvriers aient été touchés un beau jour par l'Esprit-Saint de 1'Anti-spectacle. Il faut bien admettre qu'une telle explosion massive repose sur une longue accumulation d'un mécontentement réel de leur situation économique et de travail, directement sensible dans les masses, même si un observateur superficiel n'en a rien aperçu. On ne doit pas non plus, attribuer exclusivement à la politique canaille des syndicats et autres staliniens le fait des revendications économiques.

Il est évident que les syndicats, le P.C., venant à la rescousse du gouvernement, ont joué à fond la carte revendicative comme un barrage contre un possible débordement révolutionnaire de la grève sur un plan social global. Mais ce n'est pas le rôle des organismes de l'Etat capitaliste que nous discutons ici. C'est là leur rôle et on ne saurait leur reprocher de le jouer à fond. Mais le fait qu'ils ont facilement réussi à contrôler la grande masse des ouvriers en grève sur un terrain uniquement revendicatif, prouve que les masses sont entrés dans la lutte essentiellement dominées et préoccupées par une situation chaque jour plus menaçante pour eux. Si la tâche des révolutionnaires est de déceler les possibilités radicales contenues dans la lutte même des masses et de participer activement à leur éclosion, il est avant tout nécessaire de ne pas ignorer les préoccupations immédiates qui font entrer les masses dans la lutte.

Malgré les fanfaronnades des milieux officiels, la situation économique préoccupe de plus en plus le monde des affaires, comme le témoigne la presse économique du début de l'année. Ce qui inquiète n'est pas tant la situation en France, qui occupe alors une place priviligiée, mais le fait que cette situation d'alourdissement s'inscrit dans un contexte d'essoufflement économique à l'échelle mondiale, qui ne manquerait pas d'avoir des répercussions en France. Dans tous les pays industriels, en Europe comme aux USA, le chômage se développe et les perspectives économiques s'assombrissent. L'Angleterre, malgré une multiplication des mesures pour sauvegarder l'équilibre, est finalement réduite fin 1967 à une dévaluation de la £, entraînant derrière elle la dévaluation dans toute une série de pays. Le gouvernement Wilson proclame un programme d'austérité exceptionnel; réduction massive des dépenses publiques, y compris de l'armement -retrait des troupes britanniques de l'Asie -blocage des salaires -réduction de la consommation interne et des importations -effort pour augmenter les exportations. Le 1° Janvier 1968, c'est au tour de Johnson de pousser un cri d'alarme et d'annoncer des mesures sévères indispensables pour sauvegarder l'équilibre

économique. En Mars, éclate la crise financière du dollar. La presse économique chaque jour plus pessimiste, évoque de plus en plus le spectre de la crise de 1929, et beaucoup craignent des conséquences encore plus graves. Le taux de crédit monte dans tous les pays, partout la bourse des valeurs accuse des bouleversements, et dans tous les pays, un seul cris réduction des dépenses et de la consommation, augmentation des exportations à tout prix et réduction au strict nécessaire des importations. Parallèlement, la même détérioration se manifeste à l'Est dans le bloc russe, ce qui explique la tendance des pays comme la Tchécoslovaquie et la Roumanie à se détacher de l'emprise soviétique et à chercher des marchés à l'extérieur.

Tel est le fond de la situation économique d'avant Mai.

Bien sûr, ce n'est pas la crise économique ouverte, d'abord parce que ce n'est que le début, et ensuite parce que dans le capitalisme actuel, l'Etat dispose de tout un arsenal de moyens lui permettant d'intervenir afin de pallier et partiellement, d'atténuer momentanément les manifestations les plus frappantes de la crise. Il est nécessaire toutefois de lettre en évidence les points suivants:

a) Dans les 20 années qui ont suivi la II° Guerre, l'économie capitaliste a vécu sur la base de la reconstruction des ruines résultant de la guerre ; d'une spoliation éhontée des pays sous-développés, qui au travers de la fumisterie de guerres de libération et d'aides à leur reconstruction en Etats indépendants, ont été exploités au point d'être réduits à la misère et à la famine; d'une production croissante d'armements: l'économie de guerre.

b) Ces trois sources de la prospérité et du plein-emploi de ces 20 dernières années, tendent vers leur point d'épuisement. L'appareil de production se trouve devant un marché d'autant plus saturé et l'économie capitaliste se retrouve exactement dans la même situation et devant les mêmes problèmes insolubles qu'en 1929, encore aggravés.

c) L'inter-relation entre les économies de l'ensemble des pays est plus accentuée qu'en 1929. De là: une répercussion plus grande et plus immédiate de toute perturbation d'unè économie nationale sur l'économie des autres pays et sa généralisation.

d) La crise de 1929 a éclaté après de lourdes défaites du prolétariat international , la victoire de la contre-révolution russe s'imposant complètement par sa mystification du "socialisme" en Russie, et le mythe de la lutte anti-fasciste. C'est grâce à ces circonstances historiques particulières que la crise de 1929 qui n'était pas conjoncturelle mais bien une manifestation violente de la crise chronique du capitalisme en déclin, pouvait se développer et se prolonger de longues années, pour déboucher finalement dans la guerre et la destruction généralisée. Tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Le capitalisme dispose de moins en moins de thèmes de mystification capables de mobiliser les masses et de les jeter dans le massacre. Le mythe russe s'écroule, le faux dilemme démocratie bourgeoise contre totalitarisme est bien usé. Dans ces conditions, la crise apparaît dès ses premières manifestations pour ce qu'elle est. Dès ses premiers symptômes, elle verra surgir dans tous les pays, des réactions de plus en plus violentes des masses. Aussi, c'est parce qu'aujourd'hui la crise économique ne saurait se développer pleinement, mais se transforme dès ses premiers indices en crise sociale, que cette dernière peut apparaître à certains comme indépendante, suspendue en quelque sorte en l'air, sans relation avec la situation économique qui cependant la conditionne.

Pour bien saisir cette réalité, il ne faut évidemment pas l'observer avec des yeux d'enfant, et surtout ne pas rechercher la relation de cause à effet d'une façon étroite, immédiate et limitée à un plan local de pays et de secteurs isolés. C'est globalement, à l'échelle mondiale, qu'apparaissent clairement les fondements de la réalité et les déterminations ultimes de son évolution. Vu ainsi, le mouvement des étudiants qui luttent dans toutes les villes du monde, apparaît dans sa signification profonde et sa limite. Si les combats des étudiants, en Mai, pouvaient servir comme détonateur du vaste mouvement des occupations des usines, c'est parce que, avec toute leur spécificité propre, ils n'étaient que les signes avant-coureur d'une situation s'aggravant au coeur de la société, c'est-à-dire dans la production et les rapports de production.

Mai 1968 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation économique mondiale allant en se détériorant.

C'est par conséquent une erreur de dire comme l'auteur du livre que: "L'éruption révolutionnaire n'est pas venue d'une crise économique, mais elle a TOUT AU CONTRAIRE CONTRIBUE A CREER UNE SITUATION DE CRISE DANS L'ECONOMIE" et "cette économie une fois perturbée par les forces négatives de son dépassement historique doit PONCTIONNER MOINS BIEN" (p. 209).

Ici décidément, les choses marchent sur la tête: les crises économiques ne sont pas le produit nécessaire des contradictions inhérentes au système capitaliste de production, comme nous l'enseigne Marx, mais au contraire, ce sont seulement les ouvriers par leurs luttes qui produisent ces crises dans une économie qui "FONCTIONNE BIEN". C'est ce que ne cessent de nous répéter de tous temps, le patronat et les apologistes du capitalisme; c'est ce que De Gaulle reprendra en Novembre, expliquant la crise du franc par la faute des enragés de Mai(*).

C'est en somme la substitution de l'économie politique de la bourgeoisie à la théorie économique du marxisme. Il n'est pas surprenant qu'avec une tel-

(*) Note page suivante

le vision, l'auteur explique tout cet immense mouvement qu'était Mai comme l'oeuvre d'une minorité bien décidée et en l'exaltant: "L'agitation déclenchée en Janvier 1968 à Nanterre par quatre ou cinq révolutionnaires qui allaient constituer le groupe des enragés, devait entraîner, sous cinq mois, une quasi-liquidation de l'Etat". Et plus loin "jamais une agitation entreprise par un si petit nombre d'individus n'a entraîné en si peu de temps de telles conséquences".

Là où pour les situationnistes le problème de la révolution se pose en termes d'"entraîner", ne serait-ce que par des actions exemplaires, il se pose pour nous en termes d'un mouvement spontané des masses du prolétariat, amenées forcément à se soulever contre un système économique en désarroi et en déclin, qui ne leur offre plus désormais que la misère croissante et la destruction, en plus de l'exploitation.

C'est sur cette base de granit que nous fondons la perpective révolutionnaire de classe et notre conviction de sa réalisation.

*
* *
* * *

(*) Pour ceux qui voudraient voir dans la crise du franc en Novembre, un simple fait de la spéculation de "mauvais français", nous soumettons ces lignes de Marx extraites de "Revue de Mai à Octobre 1850".

"La crise elle-même éclate d'abord dans le domaine de la spéculation, et ce n'est que plus tard qu'elle s'installe dans la production. A l'observation superficielle, ce n'est pas la surproduction, mais la sur-spéculation -pourtant simple symptôme de la surproduction- qui paraît être la cause de la crise. La désorganisation ultérieure de la production n'apparaît pas comme un résultat nécessaire de sa propre exubérance antérieure, mais comme une simple réaction de la spéculation entrain de s'effondrer". (Publiée par M. Rubel dans Etudes de Marxologie. N° 7. Août 1963).

Directeur de la publication

C. GINE

Correspondance:

C. GINE
B.P. 183
31 - TOULOUSE (01)
C.C.P. 2722 - 39

Abonnement:

5 numéros, 10 Francs

Abonnement de soutien:

5 numéros, 20 Francs

FEVRIER 1969